

CONTRE LA FAUSSE ALTERNATIVE MACRON-LE PEN



Dossier

**EN LUTTE CONTRE LES
LICENCIEMENTS ET LES
SUPPRESSIONS DE
POSTES** Pages 6 et 7

ÉDITO

Trappes: et à la fin c'est
le RN qui gagne...
Page 2

PREMIER PLAN

Appel-pétition: «Brevets sur
les vaccins anti-covid, stop...
Réquisition!» Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**Birmanie: un vrai faux coup d'État,
une désobéissance civile massive**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Poutine contre Navalny,
par David Mandel**
Page 12



Par CATHY BILLARD

Trappes: et à la fin c'est le RN qui gagne...

Quand médias et dirigeants politiques relaient des ramassis d'approximations et de distorsions de la réalité produites par un militant politique en recherche de visibilité, le RN n'a plus qu'à attendre pour engranger... Professeur de philosophie dans un lycée de Trappes, Didier Lemaire n'en est pas à son coup d'essai pour se placer au centre des attentions médiatiques avec ses propos provocateurs. Alors qu'il enseigne depuis 20 ans dans cet établissement, ce prof aurait pris conscience en 2015 du danger « islamiste », engageant alors un combat au côté de personnalités clairement obsédées par ce « péril » : Jean-Pierre Obin, auteur du livre *Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école*, l'islamophobe Élisabeth Lévy et son journal *Causeur*...

En novembre dernier, la publication dans *l'Obs* d'une lettre ouverte de Didier Lemaire (« Comment pallier l'absence de stratégie de l'État pour vaincre l'islamisme ? ») surfe sur l'émotion provoquée par l'assassinat de Samuel Paty, entraînant la mise en place d'un dispositif de sécurité autour du lycée où il travaille. Fin janvier est diffusé par une chaîne néerlandaise un documentaire sur Trappes dans lequel Lemaire fait de nouvelles déclarations qui attirent une journaliste du *Point* récidiviste : suite à l'assaut du Raid à Saint-Denis en novembre 2015, elle avait publié dans *le Figaro* un portrait de « Molenbeek-sur-Seine », décrivant une ville où « les salafistes imposent peu à peu leur loi »... Début février, cette journaliste – on l'imagine tout à fait scrupuleuse – publie une interview de Lemaire dénonçant le « processus de purification effrayant » des islamistes : « Trappes est une ville complètement perdue »...

À partir de là, c'est le véritable emballement médiatique, sur fond d'examen de la loi « séparatisme ». Lemaire fait la tournée des plateaux, ce qui entraîne le positionnement des politiques : Valérie Pécresse relaie l'article du *Point*; Amine El Khatmi, président du Printemps républicain, s'en prend au maire de Trappes; Manuel Valls ne manque pas d'apporter son soutien au professeur; jusqu'à Darmanin, qui désavoue le préfet des Yvelines et propose à Lemaire une protection rapprochée, tandis que celui-ci est reçu par Blanquer... Pourtant, ce n'est pas le « danger islamiste » qui menace, mais bien une possible victoire de l'extrême droite. Solidarité avec les habitantEs de Trappes et toutes celles et ceux qui subissent déjà les retombées de cette campagne islamophobe qui lui prépare le terrain.

BIEN DIT

Aujourd'hui les personnes exilées sont expulsées de leurs lieux de vie informels et errent à la recherche d'abris de fortune et de moyens de survie. L'accès à l'eau potable, à la nourriture, aux douches et aux sanitaires, aux premiers soins d'urgence et aux services hospitaliers n'est pas garanti, portant des atteintes graves à la dignité des personnes.

Avis de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), 12 février 2021.

CONTRE LA FAUSSE ALTERNATIVE MACRON-LE PEN : Nos luttes, nos solidarités

Nous n'attendons rien du débat entre Darmanin et Le Pen jeudi 11 février sur France 2, et nous n'avons pas été déçus. Une répétition générale en vue de la campagne présidentielle ? À nous de tout faire pour que ce ne soit pas le cas.

« M acron et Le Pen misent sur un nouveau duel en 2022 » : cette « Une » du *Figaro* (10 février) pourrait résumer à elle seule l'ambiance politico-médiatique du moment. Gestion calamiteuse de la crise sanitaire par le gouvernement, crise sociale d'ampleur doublée d'une explosion des inégalités, un million de postes supprimés depuis un an : autant de questions essentielles qui mériteraient que l'on s'y attarde, mais qui ont été éclipsées, ces derniers jours, par les sondages et les pronostics sur la présidentielle d'avril 2022, et par la scénarisation du duel Macron-Le Pen.

Bulle politico-médiatique

Le sociologue Pierre Bourdieu écrivait au sujet des sondages que « dans le simple fait de poser la même question à tout le monde se trouve impliquée l'hypothèse qu'il y a un consensus sur les problèmes, autrement dit qu'il y a un accord sur les questions qui méritent d'être posées. » En d'autres termes, les sondages participent de cette illusion selon laquelle les questions qui sont posées aux sondés seraient celles qu'ils et elles se posent, alors qu'en réalité ce ne sont que celles que posent les sondologues et ceux qui leur commandent des enquêtes. Des bulles politico-médiatiques sont ainsi construites, autour de tel ou tel sondage, appuyé sur tel ou tel fait divers, qui alimentent le commentariat journalistique et les « petites phrases » des politiques, reléguant au second plan les autres questions, y compris celles qui préoccupent réellement la majorité de la population.

C'est précisément une séquence de ce type que nous sommes en train de subir, avec la mise en scène du duel Macron-Le Pen pour 2022, sur fond de « débat » autour de la loi « séparatisme ». Une mise en scène voulue par la Macronie et le RN, qui y voient tous les deux leurs intérêts :

MÉTÉO
VAGUE DE FROID

PLUIE ET INONDATIONS



CHUTES DE NEIGE



DÉBAT LEPEN/DARMANIN



du côté du parti d'extrême droite, il s'agit d'asseoir la position d'opposant numéro 1 et la stature « présidentielle » de Marine Le Pen ; du côté du pouvoir, il s'agit, dans le prolongement de ce qui s'était fait aux élections européennes, d'imposer l'idée selon laquelle il n'y aurait pas d'alternative à un face-à-face Macron-Le Pen, et d'installer Macron en seul « rempart » face à l'extrême droite. Une mise en scène que les grands médias alimentent complaisamment, friands qu'ils sont de la personnalisation de la politique, de la bipolarisation des débats et des concours de pronostics à grands renforts de sondages sur mesure.

Aucune fatalité à se laisser enfermer

Les sondages ont ceci de passionnant qu'ils peuvent dire absolument tout... et son contraire. Ainsi en va-t-il de celui, commandé à l'Ifop par le *Figaro*, appuyant la « Une » que

nous citons plus haut. On apprend en effet dans cette enquête que 67% des sondés estiment qu'il est « probable que le second tour de la prochaine élection présidentielle oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen ». Voilà qui semble justifier la mise en scène du « duel »... Sauf qu'en réalité, une telle question, qui ne renseigne aucunement sur les intentions de vote des enquêtés, fait en dernière analyse partie de cette mise en scène qui a tout d'une prophétie auto-réalisatrice. On apprend en effet dans le même sondage que 70% des enquêtés ne « souhaitent pas que le second tour de la prochaine élection présidentielle oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen ».

Ainsi, de l'aveu des sondologues eux-mêmes, et ce quand bien même les motivations seraient fort diverses et pas nécessairement « additionnables », une large majorité des sondés refuse l'alternative qu'on voudrait leur imposer. Et on les

À la Une

comprend ! Le faible succès d'audience du pathétique débat entre Darmanin et Le Pen jeudi 11 février, au cours duquel on n'a cessé de se demander qui voulait doubler qui sur sa droite, en témoigne : le spectacle de la droite extrême et de l'extrême droite rivalisant d'outrances racistes et islamophobes n'est pas ce dont la très grande majorité de la population a envie et besoin, préoccupée qu'elle est par les effets des crises sociale et sanitaire. Et il n'y a aucune fatalité à se laisser enfermer dans le numéro de duettistes que nous jouent les meilleurs ennemis du champ politique.

Solidarités concrètes et luttes collectives

Encore faut-il pour cela contester le double enfermement – électoral et idéologique – dans lequel s'inscrit la mise en scène du duel Macron-Le Pen : en refusant le calendrier que l'on voudrait nous imposer, selon lequel il faudrait attendre 2022 et une solution « dans les urnes » pour imposer d'autres choix ; en s'opposant sans ambiguïté, ici et maintenant, aux thématiques pourries de l'extrême droite et de la droite extrême, aux lois racistes et liberticides, en articulant cette opposition à la mise en avant de revendications sociales et sanitaires, appuyées sur les mobilisations et l'auto-organisation, et en défendant la perspective d'un autre monde.

Il est illusoire de penser que, pour en finir avec la fausse alternative Macron-Le Pen, la solution miracle résiderait dans la fabrication du bon programme et du bon mecano électoral pour 2022. Ce qui est à l'ordre du jour au vu des urgences sociales et sanitaires, et qui conditionnera en outre largement le contexte dans lequel les élections de l'an prochain se tiendront, est la construction d'une riposte unitaire et massive pour mettre un coup d'arrêt aux politiques libérales, autoritaires et racistes du gouvernement Macron, ainsi qu'une bataille idéologique contre l'extrême droite et ses idées. La priorité des organisations de la gauche sociale et politique devrait être d'œuvrer à convertir la colère et la radicalité qui se sont exprimées ces derniers mois en expériences de solidarités concrètes et de luttes collectives victorieuses, seules à même de faire vivre un horizon politique de rupture et d'éclaircir un tableau de plus en plus assombri.

Julien Salingue



SCAN ME

APPEL-PÉTITION « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop... Réquisition ! »

Tous les vaccins autorisés doivent devenir « biens communs » de l'humanité !

B revets ou solidarité, il faut choisir. Dans le *Journal du dimanche*, Emmanuel Macron, des trémolos dans la voix, appelle à une coordination mondiale pour la vaccination contre le Covid-19 : « Sans une action collective internationale rapide, efficace et solidaire, nous prenons le risque que le virus nous échappe. » Mais devant l'Organisation mondiale du commerce, quand l'Afrique du Sud et l'Inde, appuyés par plusieurs dizaines d'ONG, mènent la bataille pour une dérogation temporaire aux accords sur les droits de propriété intellectuelle (ADPIC) pour permettre aux États pauvres et émergents de produire ce

dont ils ont besoin, les représentants de la France, de l'Union européenne, et des USA opposent un non catégorique. Ils préfèrent les profits de leurs capitalistes de la vaccination à la solidarité qu'ils affichent dans les médias. On se souvient qu'en 2001, les 39 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux avaient osé mettre Pretoria en procès, pour une loi sud-africaine autorisant les médicaments génériques à bas prix pour lutter contre le sida.

« Un moyen central pour enrayer la pandémie »

Il y a quelques jours, 46 organisations et plus de 100 personnalités lançaient

un appel-pétition : « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop... Réquisition ! » : « Face à la Covid 19, l'urgence immédiate est à la prévention, construite avec la population, au renforcement du système de santé (lits, personnels...), et pas à la peur du gendarme, inefficace. La vaccination est un moyen central pour enrayer la pandémie. Pourtant cette campagne piétine, le gouvernement et les pouvoirs publics ne sont pas en capacité de faire face aux besoins, par manque d'anticipation, mais surtout parce que les laboratoires pharmaceutiques se réservent la possibilité de faire de gigantesques profits grâce aux brevets sur les vaccins autorisés. Cette logique prive les plus démunis et

les pays les plus pauvres de vaccins, au risque de l'émergence de variants encore plus agressifs ». Il appellent « à signer massivement en France la pétition suivante : Brevets sur les vaccins : stop ! Tous les vaccins autorisés doivent devenir "biens communs" de l'humanité ! Réquisition des entreprises pour la production des vaccins et des traitements anti-covid ! Contrôle citoyen sur les accords, brevets, essais cliniques, pharmacovigilance, pour des vaccins et traitements sûrs et bien testés ! ».

Syndicats, associations, professionnels...

Parmi les signataires on retrouve des Sud (fédérations chimie, recherche, industrie, santé) et l'union syndicale Solidaires, mais aussi des CGT, comme la fédération Santé action sociale, la CGT Sanofi, ou Christian Prudhomme (CGT et Association des médecins urgentistes de France). De très nombreuses associations sont également

Un monde à changer

LOGEMENT : LES CLASSES POPULAIRES MALTRAITÉES. Année après année les rapports de la Fondation Abbé Pierre révèlent une aggravation du mal-logement, particulièrement dans les grandes agglomérations du pays, avec en parallèle un effondrement de la production de logements neufs. Alors qu'il faudrait construire 250 000 logements HLM par an pour répondre à la crise du logement, ce sont à peine 95 000 HLM qui ont été construits en 2020 et la baisse est continue depuis 2016. Malgré cela, le gouvernement plastronne. En novembre 2020, Emmanuelle Wargon, ministre du Logement, en annonçait la construction de 110 000 puis, en février 2021, 250 000 pour les deux années 2021 et 2022. Mais qui peut les croire ? Dans le plan de relance présenté par Macron en septembre dernier, le logement est passé complètement à la trappe et le gouvernement continue depuis d'appliquer sa politique initiée en 2017 : réforme des APL et ponction sur les fonds propres des bailleurs, ce qui a eu un effet direct sur la chute de la construction de logements neufs. Ce mois-ci s'est appliquée la réforme du calcul de l'APL qui se fait dorénavant sur les trois derniers mois, avec de très mauvaises surprises pour de nombreux locataires, sans que le gouvernement atteigne son objectif d'une économie d'1,2 milliard d'euros : la crise du Covid est passée par là et plus de

locataires vont en bénéficier. La Fondation Abbé Pierre a calculé l'économie réalisée sur l'APL à 10 milliards depuis 2017 ! Le gouvernement poursuit et renforce sa politique de rénovation urbaine avec une augmentation des crédits affectés à l'ANRU (la banque de financement des rénovations). Jean Castex annonce 2 milliards, qui s'ajoutent aux 10 milliards déjà prévus. Mais que fait l'ANRU ? Elle conditionne ses financements en échange d'une politique de réduction du logement social pour les ménages les plus modestes (PLAI) au nom de la mixité sociale. Si les villes s'y refusent, pas de crédit ! Castex, dans sa déclaration du 29 janvier 2021, réussit même la prouesse de retourner la loi SRU. Elle est normalement utilisée pour contraindre les villes à construire du logement social à hauteur de 25% quand elles s'y refusent. Il prétend s'en servir contre les villes populaires qui ont déjà plus de 40% de logements sociaux en les contraignant à diversifier l'offre, c'est-à-dire avec de l'habitat social de catégories supérieures ou en accession à la propriété. Attaques contre les APL et les revenus des locataires, attaques contre le logement social, politiques de peuplement qui contraignent les ménages modestes à la ségrégation sociale et géographiques, attaques contre les villes populaires, tous les ingrédients d'une politique libérale au service des plus riches : à combattre.

L'AME, instaurée en 1999, est une couverture santé « spéciale sans-papiers » accordée sous conditions et à renouveler chaque année. La démarche administrative relevait déjà du parcours du combattant tant il était difficile de réunir les documents. Les ruptures de droits étaient fréquentes et un·e· bénéficiaire potentiel sur deux était en situation de non-recours et de renoncement y compris lorsqu'il ou elle présentait des pathologies lourdes !

Restrictions supplémentaires
Les mesures actuelles, dictées par une politique migratoire répressive et non une politique de santé publique, vont restreindre un peu plus l'accès aux soins des sans-papiers :

- Obligation dorénavant de se présenter « en personne » pour sa première demande à la caisse d'assurance maladie ou à une PASS (porte d'accès aux soins de santé) hospitalière empêchant l'intervention de nombreux acteurs de la solidarité d'accompagner ces personnes vulnérables. Ce nouvel obstacle a non seulement un effet dissuasif immédiat pour la personne, surtout en cette période épidémique, mais va en plus entraîner un report de charge pour les associations ou les centres de santé qui n'ont plus le droit de déposer la demande.

- Un délai de neuf mois est désormais nécessaire entre le dépôt de la

SANTÉ L'aide médicale d'État (AME) encore et toujours attaquée

Depuis le 1^{er} janvier 2021, des décrets durcissant le droit à la santé des étrangerEs sans-papiers à travers l'obtention de l'AME sont entrés en application en pleine épidémie de Covid, qui touche de plein fouet les personnes les plus précarisées et en particulier les migrantEs.

demande d'AME et certains soins ou des opérations chirurgicales « ne revêtant pas un caractère urgent ». Cette liste très restrictive ne prend pas en compte la réalité des pathologies et des traumatismes des migrantEs résultant de parcours migratoires longs et dangereux. Prenons l'exemple d'une fracture de jambe mal consolidée d'une personne torturée dans « l'enfer libyen » et qui nécessiterait une intervention : celle-ci est exclue car elle ne présente pas de caractère urgent !

Ces restrictions ouvrent une brèche majeure dans le principe d'universalisme de l'accès aux soins : en matière de santé, où commence le secondaire, où s'arrête l'essentiel ?

Pour une vraie couverture santé universelle

Ce durcissement du droit à la santé des migrantEs arrive en pleine épidémie où leurs conditions de survie se détériorent. Les exiléEs souffrent de la faim, du non-accès à des points d'eau, de l'absence de sanitaires, de l'éloignement des structures de



soins aggravé par les démantèlements policiers des campements qui les dispersent toujours plus loin et les rendent invisibles. Les conséquences délétères sur leur santé physique et psychique sont considérables et durables. Dans ces conditions, pas étonnant qu'ils et elles paient un lourd tribut en termes de surmortalité due au covid. Ainsi sur les premiers mois de l'épidémie en Île-de-France, une des régions le plus affectée, la mortalité a augmenté de 78 % pour les personnes nées en France mais de 210 % pour les personnes nées en Afrique². De même une enquête

épidémiologique de MSF et de l'institut Pasteur, intitulée « Précarité et prévalence de la covid », dans des lieux de regroupements de personnes en grande précarité avec forte promiscuité, a révélé des prévalences de Covid très élevées. Alors les migrantEs seront-ils les grands oubliés de la vaccination ? À suivre...

Toute personne sur le territoire doit pouvoir accéder, sans condition, à un système de santé de qualité. Ni la logique marchande ni la gestion des « flux migratoires » ne doivent présider au pilotage du service public de santé. Une vraie couverture santé universelle qui permette l'accès gratuit aux soins pour toutes et tous, une même carte Vitale intégrant les bénéficiaires de l'AME, les mêmes droits de santé pour touTEs, voilà une exigence à la fois éthique et de santé publique qu'il faut revendiquer.

Christian Bensimon

1 - IRDES, étude « Premiers pas », novembre 2019.

2 - Comede, « Les inégalités sociales de santé en temps de Covid-19 et leurs conséquences sur la santé des personnes exilées », janvier 2021.

présentes : Observatoire pour la transparence dans les politiques du médicament, Copernic, Attac, collectif Anti-sanofric, Notre santé en danger, Convergence de défense des services publics, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Syndicat de la médecine générale, Union syndicale de la psychiatrie. On trouve aussi des professionnels de santé, parfois prestigieux comme Willy Rozenbaum, co-découvreur du virus du SIDA, le professeur Grimaldi, ou en lutte comme les Collectifs inter-blocs et inter-urgences. Au-delà de la simple question de la vaccination, cet appel est un encouragement, alors que le mouvement social peine à s'unir face à la politique sanitaire du gouvernement.

Multiplier les initiatives

Cette appel n'est pas concurrent de l'initiative citoyenne européenne

« Pas de profit sur la pandémie », qui est d'ailleurs en lien dans l'appel-pétition sur la réquisition. La volonté affichée des initiateurs, au-delà des signatures qu'il faut réunir, c'est de construire un véritable mouvement social contre les brevets des trusts, de multiplier les initiatives, sur les réseaux sociaux, mais aussi devant les usines de la pharmacie, les hostos, les centres de vaccination, de contribuer à une convergence des appels pour faire monter la pression. Ils vont d'ailleurs s'adresser à touTEs les rédacteurEs de tribunes, appels, pétitions sur la réquisition, les licences libres obligatoires, en vue d'un débat unitaire en ligne, d'initiatives communes. Pourquoi pas le 11 mars, un an après la déclaration par l'OMS du début de la pandémie, une date que beaucoup d'associations ont mis à leur agenda.

Frank Cantaloup



Le chiffre

37 D'après le Monde (10 février), le dossier OpenLux, que nous évoquions la semaine dernière, ne révèle pas seulement que 55 000 sociétés offshore gèrent, au Luxembourg, des actifs d'un montant total d'au moins 6 500 milliards d'euros. On apprend aussi, dans le détail, que 37 des 50 familles les plus riches de France sont présentes dans ce paradis fiscal. Vous avez dit « séparatisme » ?



Agenda

Vendredi 19 février, fête de la fin de la sous-traitance dans l'hôtellerie, Levallois (92). À 12h devant le Campanile Levallois, 72 rue Marius-Aufan à Levallois-Perret, métro Anatole-France.



Dimanche 21 février, mobilisation contre Amazon, Brieç (29). Manifestation - musique - prises de parole, à 11h à Brieç.



À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

Les électeurs de gauche ont encore plus de raisons de se retrouver aujourd'hui dans l'action d'Emmanuel Macron qu'en 2017.

GABRIEL ATTAL, *lemonde.fr*, 8 février 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BELGIQUE

Affaire Mawda: chronique d'une tartufferie annoncée

«Cachez ce racisme d'État que je ne saurais voir», semble être la formule qui résume au mieux l'enfumage qu'alimentent police et justice depuis mai 2018 autour de «l'affaire Mawda», du nom de cette fillette kurde de deux ans tuée par balle par la police lors d'une course-poursuite avec un camion transportant des migrantEs en mai 2018.

Après les annonces erratiques d'un juge d'instruction, les déclarations, contradictoires ou variant à de nombreuses reprises, des policiers et de leur hiérarchie, les mensonges et les insinuations cruelles (théorie de l'enfant bélière, projeté sur la chaussée, etc.) le temps était venu d'un procès qui allait soigneusement occulter les circonstances de la tragique course-poursuite en renvoyant dos à dos un policier porte-flingue, un présumé passeur et un présumé chauffard qui userait d'une camionnette où s'entassaient trente migrants comme d'une «arme par destination», rien de moins.

«Tir accidentel par crispation»

À force de ne regarder que par le petit bout de la lorgnette du «tir accidentel par crispation» d'un policier mal formé et victime d'une mauvaise communication entre le dispatching et son véhicule d'intervention, on a habilement détourné l'attention de l'écrasante responsabilité de la politique migratoire: dissuasion, répression à tout va et verrouillage des frontières. Cette politique qui conduit les personnes migrantes à prendre toujours plus de risques, à emprunter des voies toujours plus dangereuses pour échapper aux tentacules du plan Medusa.

N'empêche, l'annonce fracassante de la régularisation définitive des parents de la petite Mawda, décidée depuis décembre 2020 mais rendue publique le jour où l'on attendait le prononcé d'un jugement qui allait statuer sur la culpabilité du policier qui avait tué leur fille, résonnait de manière particulièrement odieuse. Nous savions déjà que Sammy Mahdi, le nouveau secrétaire d'État à l'Asile et la migration, avait, dans un pathétique exercice de com', résumé sa politique migratoire à la formule «humaine mais ferme». La grossière manœuvre politique nous restera longtemps au travers de la gorge. Car Mahdi déclare user de son «pouvoir discrétionnaire» – entendez le fait du prince – pour leur accorder le droit de séjour permanent... tout en réaffirmant sa ferme opposition à la revendication d'une campagne de régularisation qui refait surface à l'heure des récentes occupations.

«Justice pour Mawda!»

Nous étions donc ce vendredi matin une cinquantaine de militantEs à réclamer, dans le froid polaire qui régnait devant le Palais de justice de Mons, «justice pour Mawda».

«Justice pour Mawda!» : le slogan dérisoire braillé à tue-tête vient encore une fois ricocher sur le fronton d'un palais de justice de classe, de justice raciste, comme à chaque fois depuis novembre que se déroulent les séances de ce procès emblématiquement tronqué.

Car nous sommes bien convaincuEs que ceux qui devraient être traînés là, devant une véritable justice, ce sont les Francken, Jambon et consorts dont la politique criminelle a mené à cette terrible et inhumaine violence: l'assassinat d'une petite fille kurde de deux ans assise sur les genoux de ses parents pris dans le filet de l'opération Medusa.

Nous ne cesserons jamais de dénoncer et d'expliquer: c'est tout le contexte délétère de la pseudo «crise migratoire», déshumanisant et criminalisant les personnes migrantes qui a armé le bras de ce policier trop zélé!

Le matin du vendredi 12 février, à l'image de la figure symbolique de la Justice aux yeux bandés, la juge avait prévenu: «Le tribunal ne se prononcera que sur les faits dont il est saisi et non sur la politique menée par la Belgique en matière d'accueil des migrants». Dont acte. Et ce vendredi, le policier nerveux de la gâchette et le chauffeur de la camionnette prise pour cible n'ont pas pesé du même poids dans l'emblématique balance: un an avec sursis pour le premier, quatre ans ferme pour le second...

François Houart

Publié sur le site de la Gauche anticapitaliste (Belgique):
gaucheanticapitaliste.org

BIRMANIE Un vrai faux coup d'État, une désobéissance civile massive

Le 1^{er} février, l'armée a opéré un coup d'État «préventif» dans un pays où elle possédait déjà l'essentiel du pouvoir. Elle fait depuis face à un mouvement massif de désobéissance civile et semble se préparer à une répression militaire directe.

L'armée est installée au pouvoir en Birmanie depuis 1962. En 2008, elle a rédigé une Constitution lui réservant 25% des sièges au Parlement et lui permettant de nommer les ministres de la Défense, des Affaires transfrontalières et de l'Intérieur, ainsi qu'un vice-président. Elle n'est pas soumise à un contrôle civil et possède d'immenses intérêts économiques. Elle s'octroie le droit d'arbitrer toutes les affaires légales et constitutionnelles du pays. Pourtant, en 2015, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) dirigée par Aung San Suu Kyi, longtemps emprisonnée, a emporté les élections législatives.

«Transition démocratique»?

Il y a probablement plus d'une raison au putsch du 1^{er} février, dont les ambitions personnelles du chef d'état-major Min Aung Hlaing qui va atteindre l'âge de la retraite (65 ans). Son avenir politique est menacé par les piteux résultats, aux législatives de novembre 2020, du parti de l'armée, l'USPD¹, face à la LND. À l'instar de Donald Trump, la junte a finalement déclaré que les résultats du scrutin ne pouvaient pas être vrais. Peu avant l'investiture des députés, elle a arrêté des dirigeants de la Ligue, dont le chef d'état et Aung San Suu Kyi. Les élections de 2015 avaient conduit à accord entre la LND et l'armée. Il



WIKIMEDIA COMMONS

devoir initier une «transition démocratique», mais n'incluait aucun mécanisme la permettant, telle une réforme constitutionnelle désanctuarisant le pouvoir militaire. La transition tant chantée n'a pas eu lieu. Les militaires ont tiré profit de cet accord. Ce fut particulièrement le cas en 2017 quand elle a massacré les Rohingyas, une minorité en majorité musulmane, pour faire place nette à des investissements indiens et chinois, provoquant l'exode de plus de 700 000 réfugiés. Elle a reçu le soutien inconditionnel d'Aung San Suu Kyi, non par opportunisme, mais parce que cette dernière est une ethnonationaliste bamar (l'ethnie majoritaire). À cette occasion, Suu Kyi a définitivement perdu son crédit démocratique acquis durant sa

longue détention. Consciente du poids économique et stratégique de la Chine, à l'instar des militaires, elle courtise Pékin, sans en être pour autant l'agent.

La crise s'est nouée sur la question de la présidence. Selon l'actuelle Constitution, elle doit revenir à une personnalité civile, mais les militaires ont empêché Suu Kyi d'accéder à ce poste. Cette dernière ne l'occupait donc qu'en fait, pas en titre. Cependant, les succès électoraux successifs de la LND ont renforcé la main d'Aung San Suu Kyi, alors que l'échec patent de l'USPD a affaibli celle du général Min Aung Hlaing. Le putsch vise à porter un coup d'arrêt à ce processus qui minait l'autorité de l'armée. Pour une grande partie

ITALIE Mario Draghi à la tête d'un improbable gouvernement d'union nationale

Mario Draghi se lance à la tête du 67^e gouvernement de la République italienne. Le vote des inscritEs du Mouvement 5 étoiles (M5S) sur la plateforme Rousseau a confirmé sans surprise le choix du leader Beppe Grillo (59,3% pour et 40,7% contre). Le nouveau Premier ministre remporte les 3/4 du Parlement et présente un nouvel exécutif à forte dominante masculine composé par huit technocrates et 15 politiques (quatre au M5S, trois à Forza Italia, Parti Démocrate (PD) et Lega et un à LEU et Italia Viva).



Giuseppe Conte et Mario Draghi. WIKIMEDIA COMMONS

L'écologie à l'ère de la post-politique

Le super-ministère du Développement économique et de la Transition écologique demandé par Grillo n'a pas vu la lumière, mais Mario Draghi assure qu'il s'agit d'un gouvernement «écologiste» qui souhaite mettre de côté les intérêts individuels pour répondre aux «besoins de l'Italie». La vérité est que la définition des besoins n'est pas un territoire neutre mais constitue une matière

politique qui dépend des idées et de leur histoire. Jusqu'à présent, les recettes sauve-banque et sauve-capital qui ont impliqué une généreuse distribution d'argent public aux entreprises n'ont pas obtenu les effets espérés. Nous aimerions penser que la transition écologique de Draghi serait la bonne conçue et mise en œuvre par la population, destinée à limiter la surproduction et la sur-consommation, promouvoir la réduction et le partage du temps de travail jusqu'à

de la population, la résistance au coup d'État se fait donc au nom de la légitimité électorale de la Ligue.

Rejet du putsch

Le rejet du putsch mobilise un vaste éventail de milieux sociaux (personnel soignant, fonctionnaires, classes moyennes, salariéEs du privé, commerçantEs...). Il est porté par la jeunesse, la «Génération Z» qui maîtrise les réseaux sociaux, fait preuve de la même inventivité qu'en Thaïlande, a recours au théâtre de rue, use d'un même symbole: les trois doigts pointés au ciel. Elle estomache les plus anciens! Autres acteurs de la résistance, la «Génération 88» (année d'une grande lutte antidictatoriale) avec pour figure de proue Ko Min Ko Naing, le Mouvement de désobéissance civile (CMD) et, bien entendu, la LND, première cible de la répression militaire.

Autre aspect très important dans ce pays multiethnique, des mobilisations contre le putsch se sont déroulées dans la plupart des territoires majoritairement peuplés de «minorités»: Kachin, Kayah, Karen, Chin, Rakhine, Mon, Shan...

La junte au pouvoir a tenté d'étouffer la contestation en misant sur son épuisement, en bloquant ses modes de communication internet, en arrêtant un nombre croissant de personnalités politiques et de manifestantEs, en réprimant (une jeune femme a trouvé la mort). Sans résultat. À l'heure où cet article est écrit, elle mobilise l'armée, et plus seulement la police, des chars se positionnant dans les grandes villes. De premières initiatives de solidarité internationale ont été prises, surtout en Asie du Sud-Est. Il y a urgence à les renforcer.

Pierre Rousset

1 – Parti de l'union, de la solidarité et du développement.

la nécessaire appropriation, par les travailleurs et les travailleuses, des moyens de production.

Permettez-nous toutefois d'en douter. Dans la meilleure des hypothèses, le banquier-politique voudra dépoussiérer les recettes keynésiennes de son maître, Federico Caffé. Sceptique vis-à-vis d'une intégration monétaire a-critique et fervent défenseur du «Welfare State», le professeur d'économie, mystérieusement disparu en 1987, aurait probablement tenté d'injecter le minimum de socialisme nécessaire pour rendre le capitalisme supportable. Nous serions de toute façon encore très éloignéEs d'une société écosocialiste sans classe et sans exploitation et oppression. Car si la pandémie est exogène, le capitalisme, lui, est bel est bien ancré dans notre époque et il nous faudra bien plus qu'un gouvernement d'union nationale pour le renverser.

Hélène Marra

1 – Composé de deux noms propres, Walter Veltroni fondateur du PD) et Silvio Berlusconi, ce néologisme médiatique indique une collusion entre deux forces politiques apparemment opposées.

A lors qu'une majorité des sénateurs ont voté avec une marge de 57 contre 43 pour condamner Trump celui-ci a néanmoins été acquitté, car une majorité des deux tiers (67 voix) est requise.

Le Parti républicain semble plus faible que jamais

Immédiatement après le vote, le leader des Républicains au Sénat, Mitch McConnell, qui a lui-même voté pour l'acquiescement, a déclaré : « Il ne fait aucun doute – aucun – que le président Trump est pratiquement et moralement responsable d'avoir provoqué les événements de la journée. » La majorité des sénateurs républicains, craignant le pouvoir de Trump, ont voté pour l'acquiescement, affirmant que le Sénat n'avait pas le pouvoir de le juger parce qu'il n'était plus président en exercice. McConnell et d'autres Républicains suggèrent que Trump pourrait toujours faire l'objet de poursuites pénales en tant que citoyen privé.

Après le vote, Trump, qui n'a présenté aucune excuse pour avoir incité à l'insurrection, a déclaré : « Le mouvement Make America Great Again ne fait que commencer. J'ai hâte de poursuivre notre incroyable aventure dans les mois à venir. » Pour l'instant, Trump reste donc la figure dominante du Parti républicain, qui contrôle la moitié du Sénat, un peu moins de la moitié de la Chambre des représentants et représente 74 millions d'électeurs dans tout le pays. Plus de la moitié de l'ensemble des Républicains pensent que Trump a en fait remporté l'élection et 18% soutiennent ceux qui ont fait irruption au Congrès. Trump, bien que Twitter et Facebook aient fermé ses comptes, est toujours la référence de l'extrême droite. Cependant, en ce moment, le Parti républicain semble plus faible que jamais. Depuis le 6 janvier, des

ÉTATS-UNIS Trump acquitté, Biden se concentre sur son plan de soutien

Pour la deuxième fois (la première concernait les interférences de la Russie dans les élections), le Sénat US a acquitté Donald Trump lors d'un procès en destitution, cette fois sous l'accusation d'« incitation à l'insurrection » lorsque, le 6 janvier, des partisans de Trump ont fait irruption dans le Capitole pour empêcher la certification de la victoire de Joseph Biden.



Joe Biden. WIKIMEDIA COMMONS

dizaines de milliers de personnes ont quitté le parti (et se sont ajoutées à celles qui l'avaient fait avant les élections). De plus, alors que la destitution était en cours, 120 dirigeants républicains se sont réunis pour discuter de quitter leur parti et de former un nouveau parti conservateur de centre-droit.

Plan de soutien à 1900 milliards de dollars

Si le désarroi républicain profite aux Démocrates, le Parti démocrate et Biden sont toujours confrontés au Covid, à la dépression économique, au changement climatique et au racisme. Le procès étant terminé, Biden et les Démocrates peuvent désormais se concentrer sur l'adoption de leur programme de soutien

de 1900 milliards de dollars pour faire face à la pandémie et à la crise économique. Il y a désormais un demi-million de morts par Covid, vingt millions de chômeurs et des millions de personnes affaiblies et menacées d'expulsion.

Déjà sûr du soutien des syndicats, et, selon les sondages, de la majorité des Noirs, des Latinos et des femmes, Biden a tenté de renforcer le soutien de son plan en forgeant une alliance avec les grandes entreprises, en rencontrant des groupes tels que la Chambre de commerce américaine, l'Association nationale des fabricants et la Business Roundtable, ainsi que des sociétés comme American Airlines et General Motors. Les deux tiers des petites entreprises déclarent soutenir les

projets de Biden, bien que de nombreuses entreprises, grandes et petites, s'opposent à la fixation du salaire minimum à 15 dollars l'heure (cet objectif a été repoussé pour on ne sait combien de temps). Biden a appelé à une augmentation de la fiscalité sur les hauts revenus pour financer son plan. Les Socialistes démocratiques (DSA) et la gauche appellent le Congrès à taxer les riches et à créer un système de santé universel à payeur unique.

DSA a exprimé peu d'intérêt ou de préoccupation concernant la destitution de Trump et la nécessité de défendre les institutions démocratiques, aussi limitées qu'elles soient. La direction de la DSA a déclaré : « Nous ne pensons pas que la simple mise en accusation de Trump corrigera ces injustices [racisme, sexisme, droits des immigrés, manque de soins de santé]... Nous ne pensons pas que le processus de destitution fera quoi que ce soit pour amener les travailleurs et la classe ouvrière sur la scène politique. Seuls les mouvements de masse peuvent le faire, et nous pensons que le changement est à venir. » Comment pourrait se concrétiser cette perspective ?

Face à l'extrême droite, la gauche ne peut ignorer les combats pour défendre la démocratie, même si elle lutte principalement pour les aides sociales, les réformes de la société et le socialisme.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

CATALOGNE Vraies et fausses leçons des élections

Pour la plupart des commentateurs, les trois faits principaux du scrutin de dimanche dernier aux élections « autonomiques » en Catalogne sont : la majorité des sièges (74 sur 135) et des voix exprimées (50,6%) pour les indépendantistes, la récupération effectuée par le Parti socialiste qui termine premier d'une courte tête et gagne 33 sièges (16 sièges de plus qu'en 2017) et l'irruption de Vox qui entre au Parlement catalan (7,6% et 11 élus). Des points saillants, mais à nuancer.

Il s'agit d'abord de prendre en compte l'importante progression de l'abstention qui passe de 21% en 2017 à plus de 46% en 2021. Cette abstention massive était attendue en période de Covid, mais elle relativise le succès des partis indépendantistes, leur total demeurant très loin de celui obtenu lors du référendum d'octobre 2017.

C'est l'ERC (Gauche républicaine catalane) qui, avec 21% des voix et 33 sièges, gagne de justesse la compétition inter-indépendantiste. Pour la première fois depuis des dizaines d'années la droite nationaliste traditionnelle est battue. Junts, le parti de Puigdemont, l'ex-président de la Généralité en exil, n'obtient que 20% et 32 sièges. L'ERC a donc toutes les chances de voir son candidat élu président de la Généralité de Catalogne.

Les autres voix indépendantistes se sont portées sur la liste des anticapitalistes de la CUP qui progresse nettement avec 6,7% des voix et 9 sièges (contre 4,5% et 5 sièges en 2017) et le PdCat, résidu de l'ancienne droite catalane, qui avec moins de 3% n'obtient aucun élu. Le score de la CUP est une bonne nouvelle. La question politique qui se pose à elle est de savoir quelle va être son attitude face à un gouvernement ERC-Junts.

Le Parti socialiste sans majorité, percée de Vox

Le Parti socialiste catalan arrive en tête avec plus de 23% des exprimés. Son candidat va tenter, sans y croire lui-même, d'être élu président de la Généralité. Le PSC ne peut construire en Catalogne une majorité « de progrès » comme il l'a fait au gouvernement central avec Podemos. La liste correspondante de Podemos (« En Comun-Podem ») a certes maintenu son score (7% et 8 sièges) mais ensemble ils sont loin de parvenir à une majorité et ne peuvent espérer le soutien d'ERC ou de la CUP.

Les résultats de Vox, le parti d'extrême droite ouvertement nostalgique du franquisme, bien qu'annoncés, n'en sont pas moins inquiétants. Vox a surfé sur « l'espagnolisme », l'hostilité aux immigrés et le racisme, ainsi que la démagogie en direction des couches de petits exploitants et commerçants frappés par les mesures de confinement. Ces plus de 200 000 voix lui permettent d'entrer pour la première fois au Parlement catalan et cette progression est une menace pour toutes les autres forces. Mais il faut souligner que cela s'est essentiellement fait au détriment du PP, l'héritier traditionnel du franquisme, et de Ciudadanos, la déjà ancienne « force nouvelle » de la droite espagnoliste. Ensemble, Vox compris, les trois partis de droite farouchement défenseurs de la Constitution de 1978 ne recueillent pas plus de 20% des voix.

Grandes manœuvres post-électorales

Les grandes manœuvres post-électorales ont commencé. Même si ERC propose un illusoire gouvernement avec Junts, la CUP et En Comun-Podem, le plus probable est la formation d'un gouvernement ERC/Junts. Le PSC tentera peut-être l'improbable formation d'un gouvernement minoritaire, avec En Comun-Podem et en comptant sur une certaine bienveillance d'ERC, à l'image de celui qui dirige la municipalité de Barcelone. Mais pour cela il faudrait que le PSOE se décide au moins à accepter un certain degré de négociation sur le problème des prisonniers politiques et au-delà sur la question du « référendum ». Ce que jusqu'ici il s'est toujours refusé à faire. La défense des intérêts de la population travailleuse de Catalogne aura bien peu à voir avec ces manœuvres. C'est à la gauche anticapitaliste, celle qui veut vraiment rompre avec le régime de 1978 et revenir à l'élan et aux attentes des mouvements sociaux et démocratiques de former un nouvel espace politique qui les représentent.

Fabrice Thomas

ÉQUATEUR Nouvelles élections, nouvelle période

Les élections générales se sont tenues le 7 février 2021. Elles ont été marquées par la défaite du camp gouvernemental et l'émergence du candidat indigéniste.

Lenin Moreno, élu président d'Équateur en 2017, et successeur de Rafael Correa, s'est tourné vers le FMI, a désarticulé les services publics et, alors que le pays avait réussi pendant les années précédentes à réduire la pauvreté, celle-ci a explosé en trois ans de politique néolibérale.

Situation sociale dégradée

Les signes d'une détérioration de la situation sociale sont là : augmentation des suicides, de l'endettement, paupérisation, précarité du travail, flambée du chômage. La population s'est révoltée du 2 au 13 octobre 2019 et a obligé le gouvernement à faire des concessions, notamment en obtenant l'abrogation du décret 883 qui instaurait la fin des subventions et la libéralisation des prix de l'essence.

Aussi, quand l'épidémie de Covid-19 est arrivée, les services de santé ont vite montré leurs limites, saignés par les mesures néolibérales du gouvernement. Les images de cadavres jonchant les rues de Guayaquil ont concrétisé cette incurie gouvernementale. L'Équateur a été rapidement le pays le plus touché du continent, bien que les chiffres officiels ne soient pas fiables en raison d'une impossibilité pour les services de santé de vérifier les causes des décès et de tester la population. C'est grâce



DR

aux données sur la surmortalité que nous avons une indication précieuse de la catastrophe sanitaire. Elle est de l'ordre de 40 000 morts supplémentaires en 2020, pour un pays de 17 millions d'habitants. À titre de comparaison, cela équivaudrait à 160 000 morts en France pour la seule année 2020.

Désaveu du néolibéralisme

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le président Lenin Moreno n'ait bénéficié que de 7% d'opinions favorables fin 2020 alors que se profilaient les élections générales pour le 7 février 2021. Ce discrédit était tel qu'il a refusé de se représenter. Le parti gouvernemental, Alianza País, a présenté une candidate, Ximena Peña, et l'ex-ministre de la

Culture de Moreno, Juan Fernando Velasco, s'est présenté sous les couleurs de Construye, petit parti qui a participé aussi bien au gouvernement de Rafael Correa qu'à celui de Lenin Moreno. Ces deux candidats totalisent 2,35% des voix. Avec cette défaite, le 7 février, le peuple équatorien a clairement indiqué qu'il refuse de poursuivre les politiques néolibérales imposées par Moreno. Même le candidat de droite, Guillermo Lasso, proclame dans son programme de gouvernement sa volonté de rétablir les services publics et critique la politique du FMI. Il arrive en deuxième position et obtient 19,73% des voix. Le candidat représentant le corréisme, Andrés Arauz, est largement en tête, avec 32,68% des voix.

De nouveaux éléments

Mais il y a deux surprises. La première, c'est le résultat obtenu par Yaku Pérez, représentant le parti Pachakutik, sorti contre toute attente deuxième des élections, résultat provoquant des manifestations de liesse populaire. Elles ont été refroidies quand trois jours plus tard, après un recomptage, Pérez s'est retrouvé rétrogradé à la troisième place, l'excluant du deuxième tour, talonnant Lasso avec 19,41% des voix. Il accuse le Conseil national électoral de fraude et a décidé de négocier avec Lasso pour faire barrage au candidat corréiste.

La deuxième surprise, c'est le score de Xavier Hervas, candidat social-démocrate qui, sans jamais dépasser 5% dans les sondages, réalise un score de 15,71% des voix.

Il y a deux leçons à tirer de ce premier tour.

Tout d'abord le rejet très largement majoritaire des politiques néolibérales qui s'est exprimé par de multiples luttes menées dans le pays, culminant avec la victoire des mobilisations de 2019, ce qui a permis la déroute électorale du régime.

La deuxième, c'est que le corréisme ne capitalise pas totalement ce rejet. Son candidat réalise un score honorable, mais largement en deçà de celui de ses candidats lors des élections précédentes. Et il n'est pas certain qu'il l'emporte au deuxième tour, le 11 avril prochain.

Patrick Guillaudat

Les récentes annonces, surprenantes, de « bons chiffres » du chômage, ne doivent pas faire illusion. Si, en France, durant le quatrième trimestre 2020, le nombre de chômeurEs, au sens du Bureau international du travail, a baissé de 340 000, pour atteindre 2,4 millions sur l'ensemble du territoire, ces chiffres sont impactés par une hausse notable des personnes ayant « basculé » dans l'« inactivité » et par une baisse quantitative et qualitative des enquêtes auprès des salariéEs. Selon une estimation provisoire de l'Insee le nombre de salariéEs dans le secteur privé a baissé en 2020 de 360 000, soit une diminution de 1,8%, avec plus de 185 000 emplois détruits dans l'intérim et des embauches qui se sont effondrées de 23,6%. Le nombre de plans sociaux (PSE) est trois fois plus important qu'en 2019, avec 763 PSE entre mars et décembre 2020, entraînant 80 000 ruptures de contrats. Dans le même temps on dénombrait 5 824 autres procédures de « petits » licenciements collectifs (entreprises de moins de 50 salariéEs ou licenciement de moins de 10 salariéEs). Sans oublier le contournement massif des dispositifs collectifs avec l'explosion des ruptures conventionnelles individuelles et « collectives ». Et les milliers de suppressions d'emplois dans le secteur public. L'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail restent des objectifs incontournables. Cependant, le contexte social et psychologique de la pandémie, l'aggravation de la destruction des collectifs de travail, l'aggravation des conditions de travail et le poids des défaites passées rendent les luttes extrêmement difficiles. Les résistances existent, tentent de se coordonner, comme les initiatives des TUI, autour de la mobilisation à Grandpuits. Dans de nombreuses entreprises l'exaspération le dispute à la résignation face à la désorganisation du travail, à sa précarisation, aux pressions sur les salaires, suppression de primes, etc. Des exemples à faire connaître, dont nous devons aider à la rencontre, à l'échange d'expériences.

Robert Pelletier



EN PLEINE PANDÉMIE, SANOFI DÉGRAISSE!

Sanofi, le numéro 1 français de l'industrie pharmaceutique, se retrouve largué dans la course au vaccin contre le Covid, ne propose aucun traitement pour lutter contre l'infection mais se permet de continuer le saccage de ses capacités de recherche et développement (R&D).

Sanofi est une entreprise qui se porte très bien. En pleine pandémie, elle a vu son bénéfice pour 2020 atteindre un record à 12,3 milliards, soit une hausse de 340%. En France c'est, en 12 ans, plus de 5 000 emplois supprimés, 13 sites fermés, trois vendus, deux reconvertis, le tout accompagné d'une forte diminution de la masse salariale. Avec les annonces de juillet 2020, ce sont encore 1 000 emplois qui vont disparaître. À ce rythme, le groupe Sanofi en France comprendra moins de 20 000 emplois CDI en activité. Nous étions près de 29 000 en 2008.

Un réorganisation profonde

Aujourd'hui, plutôt que de se focaliser sur la lutte contre la pandémie, Sanofi annonce la suppression de, a minima, 364 postes dans la R&D, la fermeture du site de Strasbourg et la confirmation de l'arrêt de nombreuses activités en particulier en chimie. Sur le site de Montpellier, la direction veut supprimer 55 postes, essentiellement dans l'activité de développement chimique. Ce site connaît depuis plus de 10 ans un déclin inexorable: alors que nous étions 1 400 salariéEs en 2009 nous sommes moins de 900 CDI aujourd'hui; les activités de recherche ont été abandonnées les unes après les autres et, comble de l'absurdité, un bâtiment de production chimique coûtant la bagatelle de 107 millions d'euros a été détruit avant même sa mise en



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

service! Le site de Montpellier est aujourd'hui tellement en dessous de ses capacités d'utilisation que de nombreuses surfaces sont louées à d'autres entreprises, la direction va même jusqu'à louer ses locaux vides aux entreprises prestataires réalisant la sous-traitance pour Sanofi. Sur les sites de région parisienne (Chilly et Vitry) ce sont les activités de recherche qui sont frappées par les diminutions d'effectifs, la stratégie est de plus en plus claire: recourir toujours plus à

la sous-traitance plutôt que de réaliser la recherche en interne. Enfin, la direction veut fermer le site de recherche de Strasbourg, et les salariéEs, si elles et ils ne peuvent pas rejoindre la région parisienne, seront privés d'emploi. À ces dernières annonces s'ajoute le projet Pluton qui vise à externaliser 3 100 salariéEs répartis dans six des sites de production de principes actifs (constituant actif du médicament) en Europe à Brindisi (Italie), Francfort (Allemagne), Haverhill (Royaume-Uni), Ujpest

(Hongrie), Saint-Aubin-lès-Elbeuf et Vertolay (France), argumentant que cette nouvelle entité sécuriserait l'approvisionnement en médicaments.

Sanofi n'est plus un acteur de la recherche pharmaceutique mais un fabricant de dividendes!

La stratégie des dirigeants succésifs est toujours la même: diminuer la masse salariale, fermer des sites, arrêter des activités et abandonner des axes thérapeutiques. La

recherche en interne est remplacée par des partenariats ou l'achat de molécules auprès d'entreprises de biotechnologie, les activités de développement sont sous-traitées par des prestataires et les fonctions supports sont externalisées auprès de sociétés de services. Sanofi devient une coquille vide qui gère de la sous-traitance et vend des médicaments. Les dividendes généreusement distribués aux actionnaires sont censés récompenser le risque lié à l'investissement boursier mais dans les faits les actionnaires ont peur du risque et ne veulent pas assumer celui lié aux aléas de la recherche.

Quels médicaments et quelle industrie pharmaceutique pour demain?

Pour ces financiers, la santé publique ne fait pas partie des préoccupations. Est-ce bien raisonnable de compter sur eux pour prendre soin de notre santé, décider des médicaments dont nous avons besoin? De quel droit, sur quels critères Sanofi a-t-il décidé en 2018 d'abandonner la recherche sur les antibiotiques? N'avons-nous plus besoin d'antibiotiques? Évidemment non, c'est parce que ces médicaments ne sont plus assez rentables! La question des besoins de santé ne se pose pas seulement aux salariéEs de la Big Pharma mais à chacun d'entre nous. Collectivement nous devons exiger une industrie pharmaceutique au service des patientEs et de l'intérêt général.

Des résistances fragiles

Cette stratégie financière se traduit en milliers de suppressions de postes, en abandon d'axes thérapeutiques majeurs, en externalisation et en vente de sites ou encore en politique salariale méprisante. Le recours au travail précaire

explose. L'annonce de 0,6% d'augmentation pour les salariéEs non cadres et 0% pour les cadres passe mal quand Sanofi affirme vouloir verser quatre milliards pour les actionnaires.

C'est donc pour l'ensemble de l'œuvre de la direction que des salariéEs se mobilisent un peu partout en France. Quand le 4 février était organisé un tribunal populaire devant le siège parisien, des salariéEs du site de Sistrion ont entamé une grève reconductible, prolongée le 15 février pour une semaine. L'usine est aujourd'hui toujours partiellement à l'arrêt. De leur côté, les salariéEs des sites de R&D très impactés perturbent les instances où sont déclinées les annonces. Une nouvelle journée d'action nationale est déjà prévue le 4 mars à Paris. Il est compliqué de construire une mobilisation quand certains préfèrent quitter un emploi dégradé avec un « gros » chèque de départ quand d'autres se contentent de ne pas être impactés... pour le moment.

Nous revendiquons une industrie du médicament au service des besoins de santé

- L'arrêt des suppressions de postes et des embauches à hauteur des besoins et des ressources de Sanofi;
- Le maintien et le développement de notre outil de travail: investissement sur les sites, maintien de tous les sites de recherche et de production de médicaments dans Sanofi;
- La participation des associations de patientEs, des citoyenEs et des autorités de santé dans le choix des axes thérapeutiques pour les médicaments de demain;
- La transparence sur la fixation des prix des produits de santé et sur les essais cliniques.

Collectif AntiSanofric

TOTAL RÊVE D'UNE FIN DE CONFLIT À GRANDPUITS, MAIS CE N'EST QU'UN PREMIER ROUND!

Avec 40 jours de grève contre la suppression de 700 emplois sur la raffinerie Total Grandpuits/Gargenville, c'est un véritable bras de fer que nous avons engagé contre le géant du CAC 40.

Comme depuis le début, la position de notre syndicat est claire : nous refusons d'accepter les suppressions d'emplois, d'autant plus que Total vient d'annoncer le versement de 4 milliards de dividendes aux actionnaires. Mais nous sommes face à une direction jusqu'au-boutiste et hypocrite qui refuse d'entendre les revendications des grévistes et qui, sous le prétexte de « transition écologique », est déterminée à supprimer 700 emplois à Grandpuits, menaçant d'un véritable massacre social sur le bassin d'emploi de la Seine-et-Marne.

Auto-organisation

Comme nous l'avons défendu depuis le début à la CGT, la grève à Grandpuits appartient aux grévistes, syndiqués et non-syndiqués. Notre grève a été forte parce que ce sont les grévistes qui ont décidé de chaque reconduction, de chaque action, avec une détermination remarquable. Ce sont les grévistes qui donnaient mandat aux organisations syndicales sur les pas à suivre. Une assemblée générale souveraine, un comité de grève avec des délégués de ligne élus et révocables, ont ainsi porté le combat et assumé cette bataille face à Total.

Ce jeudi 11 février a eu lieu une assemblée générale d'une énorme importance puisque nous sommes arrivés à la fin de la procédure du PSE. Malgré les avertissements et les exigences de notre organisation syndicale et des grévistes, la direction refuse globalement de répondre à nos revendications sur l'emploi. Au dernier CSE local, la direction a déclaré sous procès-verbal qu'elle allait rajouter 13 postes pérennes à l'organigramme, sans pour autant clarifier si cela correspond à des postes en CDI ni dans quel service précisément. Ce refus de répondre à nos revendications sur l'emploi est pour nous inacceptable, alors même que l'organisation du travail proposée dans le cadre de la reconversion de l'usine comporte des manquements importants en termes de postes. Ceux-ci pourraient engendrer non seulement des risques psychosociaux considérables pour les travailleurs de la future usine, mais aussi des risques en termes de sécurité pour les salariés, l'environnement et les populations aux alentours du site.

Chantage de la direction

Dans le même temps, la direction a fait un véritable chantage menaçant de revoir à la baisse les mesures sociales d'accompagnement (MSA) qui ont été arrachées

après 40 jours de grève et des négociations si le PSE n'était pas validé dans son ensemble. Elle a même refusé de signer un accord partiel qui aurait permis de valider les MSA obtenues, loin d'être conséquentes au regard des moyens du groupe, tout en laissant ouverte la bataille sur l'emploi. De cette manière, la direction cherche à diviser les salariés, pour forcer l'acceptation du PSE malgré les revendications d'une majorité de salariés du site sur l'emploi. Ce chantage est inadmissible. Contrairement à la CFDT et Force ouvrière, qui ont déclaré qu'elles étaient favorables à la signature des MSA et à l'arrêt du mouvement, pour la CGT Total Grandpuits-Gargenville la lutte pour l'emploi doit continuer. Signer les MSA dans ce contexte revient à valider l'ensemble du PSE. C'est pour nous inacceptable au vu des dangers évoqués plus haut. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à convaincre la majorité des grévistes de cette stratégie et l'assemblée générale des grévistes vient de voter la signature des MSA.

Le rapport de forces continue

Or, si les grévistes ont pris cette position, ce n'est pas par gaité de cœur et la majorité d'entre eux reste opposée à la future organisation

et veut continuer la lutte pour l'emploi. Pour ce qui est de la CGT Total Grandpuits-Gargenville, nous ne lâcherons rien et nous commençons dès aujourd'hui à discuter des prochaines étapes. Dans l'immédiat, l'inspection du travail et la Dirrecte ont la responsabilité de valider ou non l'accord, alors qu'ils sont au courant de tous les manquements à la sécurité et des risques psychosociaux que cette nouvelle organisation va engendrer.

Néanmoins, nous sommes conscients que nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et celles de nos nombreux soutiens pour faire reculer Total et arracher des emplois. Sur la continuité de la grève reconductible, le vote a été très serré pour la suspension de la grève, à deux voix près. Une nouvelle assemblée générale a eu lieu lundi 15 février afin de décider des suites du mouvement. Les raffineurs de Grandpuits vont se mobiliser ce jeudi 18 février à 14h à Melun devant la Dirrecte, qui a aujourd'hui dans ses mains la responsabilité de valider ou non le PSE proposé par Total.

Nous continuerons donc à essayer de construire la grève et des actions de rue car le seul langage que Total comprend est celui du rapport de forces.

CGT Total Grandpuits

«TUI TOUCHE LE CHÔMAGE PARTIEL ET LICENCIE 600 PERSONNES SUR 900»

TUI France, la branche française du géant allemand TUI, est plus connue sous ses marques Marmara et Lookéa pour les clubs de vacances et Nouvelles frontières pour les circuits. Le 24 juin 2020, à l'occasion d'un CSE, l'entreprise a dévoilé officiellement son plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernant 583 postes pour un total de 904 salariéEs en CDI en France, et la fermeture ou la cession de ses 65 agences. À l'échelle du groupe, TUI avait fait connaître le 13 mai son intention de supprimer 8000 emplois dans le monde. Entretien avec **Djaffar R.**, élu CGT-TUI France.

Peux-tu rappeler les évolutions éventuelles depuis les premières annonces de juin dernier ?

Les salariéEs de TUI sont en lutte depuis le mois de juin dernier, date à laquelle le patron de TUI a annoncé, par visioconférence, la suppression de deux postes de travail sur trois. Nous sortions du confinement et l'activité touristique, dans laquelle TUI est producteur et distributeur de voyage, était directement impactée. Nous sommes allés chez l'actionnaire à l'aéroport de Bruxelles et au lieu d'être reçus par ce dernier, ce sont les CRS qui nous ont accueillis. Nous avons aussi écrit à Macron et nous avons été reçu par les services de Bruno Le Maire puis ceux du ministère du Travail. En vain, le gouvernement n'a pas levé le petit doigt alors que des accords existent entre le gouvernement allemand, dont TUI est originaire, et l'État français. Pour vendre des rames de métro ou des avions de guerre, l'État français sait faire pression auprès des ses homologues!

Quelles sont les dernières propositions de la direction ?

Le PSE a été homologué et les salariéEs ont reçu leur lettre de licenciement. Sur les 600 postes supprimés, nous n'avons eu le droit qu'au minimum légal et de toutes les façons nous étions et sommes toujours opposés à ce plan social. Je rappelle que la CGT TUI n'a rien signé. Dans le même temps nous continuons par tous les moyens de faire annuler ce plan social. D'ailleurs, le 2 mars, nous serons au tribunal de grande instance de Cergy-Préfecture à 11 heures avec notre avocat pour tenter de faire annuler le plan social sur le fond. Vous êtes tous les bienvenus pour nous soutenir!

Comment s'organisent les résistances ?

Pour la CGT on maintient la revendication de zéro licenciement.

Aujourd'hui une entreprise comme TUI touche le chômage partiel et c'est indolore! Mais malgré cela, TUI licencie 600 personnes sur 900. Les mobilisations sont difficiles. C'est un défi de s'unir dans une entreprise éclatée et avec une certaine résignation des salariéEs! Ce que craignent les patrons, ce sont deux choses : le blocage de l'économie par la grève et la solidarité entre travailleurEs. C'est, par exemple, participer à des piquets de grève, intensifier les luttes, financer des caisses de grève. C'est ce que nous tentons de continuer à construire.

Vous êtes engagés dans une tentative de coordination des mobilisations contre les licenciements et les suppressions de postes. Où en est ce regroupement ?

L'appel des TUI a permis de regrouper plus de 20 boîtes en lutte mais aussi des unions départementales, des unions locales CGT, des sections syndicales, la confédération Solidaires mais aussi des partis politiques comme le NPA, la FI et le PC. C'est une initiative de la base face à un silence assourdissant des directions de syndicats qui n'ont pas été à la hauteur face à cette crise.

Concernant notre appel, nous sommes toujours en contact et une nouvelle réunion est prévue ce mois-ci pour faire le point et proposer d'autres actions avec toujours comme objectif de se battre contre les licenciements.

Quelles sont les prochaines échéances de mobilisation chez TUI, pour le regroupement ?

Avec plus de 700 PSE, ce genre d'initiative devrait se renforcer et nous allons de notre côté continuer à appeler à converger avec d'autres boîtes en luttes. En face, ils sont organisés : à nous de l'être aussi pour mettre à terre leurs macabres plans sociaux.

NOKIA LANNION: ENTRE RÉALITÉ, COMMUNICATION ET BLUFF, LE DIABLE SE CACHE DANS LES DÉTAILS

Considérant la vitesse et la précipitation du député LREM de Lannion, **Éric Bothorel**, dans les annonces de création d'emplois, un observateur un peu vigilant mène une petite enquête.

Depuis l'annonce du PSE qui au total verrait la suppression de 250 emplois sur le site, il est nécessaire de prendre en considération la situation interne de Nokia et l'échéance du PSE, à savoir mars prochain, où les licenciements seront notifiés. Et là, l'esbroufe atteindra ses limites. Suite à la fin de la procédure du PSE le 26 novembre, la direction a ouvert le 7 décembre la cellule de reclassement (PIC: Point information conseil), gérée par le cabinet Catalys. La période de « volontariat » a été ouverte le 14 décembre. Elle a pris fin le 29 janvier. La direction pourra donc passer à la phase coercitive du PSE fin mars. Mi-janvier, il était recensé 24 départs volontaires, soit actés soit en prévision.

Le miracle de la cybersécurité fera-t-il de Lannion un lieu saint du macronisme ?

En premier lieu, les 90 postes annoncés par IRT b-com ont fait l'objet d'un « job dating » le 12 janvier, mais ces postes sont externes à Nokia et sont ouverts à toutes les compétences. Ils ne peuvent donc être considérés comme un reclassement de 90 salariéEs de Nokia. Toujours annoncée jamais concrétisée, l'activité cybersécurité

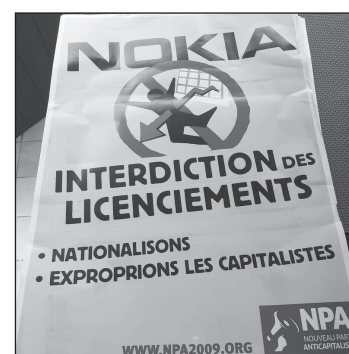
télécoms vient de faire l'objet d'une annonce du député, annonce sonnante et rébuchante, car l'État va verser des subventions non négligeables à Nokia...

Le miracle devient un mirage pour les salariéEs

Face au flou entretenu par la direction, la CGT Nokia a lancé un sondage en ligne sur le sujet cybersécurité, annoncé dans un tract du 1^{er} février 2021. 322 réponses ont été collectées soit 40% de l'effectif de Lannion. Avec des réponses intéressantes : – Avez-vous des compétences en cybersécurité? Oui: 99 / Non: 223. Voilà qui peut refroidir les ardeurs des politiciens, voire des polytechniciens... – Seriez-vous intéressé par un poste dans la nouvelle cybersécurité? Oui: 225 / Non: 97.

Voilà aussi qui se passe de commentaires sur la volonté des salariéEs de rester à Lannion et chez Nokia. Et cerise sur le gâteau macroniste, la dernière question perfide de ces syndicalistes empêcheurs de licencier en rond : – Pensez-vous avoir besoin d'une formation pour intégrer cette nouvelle activité cybersécurité? Oui: 208 / Non: 11.

Si on se risque à un calcul un peu simpliste, 225 salariéEs veulent du boulot en cybersécurité et 208 souhaitent se former, ce qui pour



des ingénieurs n'est ni étonnant ni vide de sens. Or à cette date, le projet de la direction est simple, faire miroiter au gouvernement une activité pour valider son PSE. Et obtenir des subventions encore et toujours pour grossir ses profits. Et banco le député Bothorel, qui lui a vraiment besoin d'une formation de base, annonce au titre du plan de relance 30 millions d'euros en direction de Nokia.

Qui se rajoutent, et ce n'est pas un détail, aux 70 millions de crédit d'impôts que reçoit déjà le groupe finlandais dans le cadre du CICE. Écoutons donc **Éric Bothorel**, député des Côtes-d'Armor : « Après IRT b-com, Qualcomm et Akka, les bonnes nouvelles se multiplient pour notre territoire. Il faut se féliciter qu'une entreprise basée à Lannion, Nokia, bénéficie directement de notre stratégie de reconquête industrielle. C'est la preuve de l'attractivité du Trégor et

la promesse de nouveaux emplois. C'est aussi la reconnaissance de notre savoir-faire et l'affirmation de Lannion comme un lieu central pour la R&D des télécommunications du futur. Comme il s'y était engagé, l'État finance le projet, c'est maintenant le rôle de Nokia de procéder au recrutement au plus vite. »

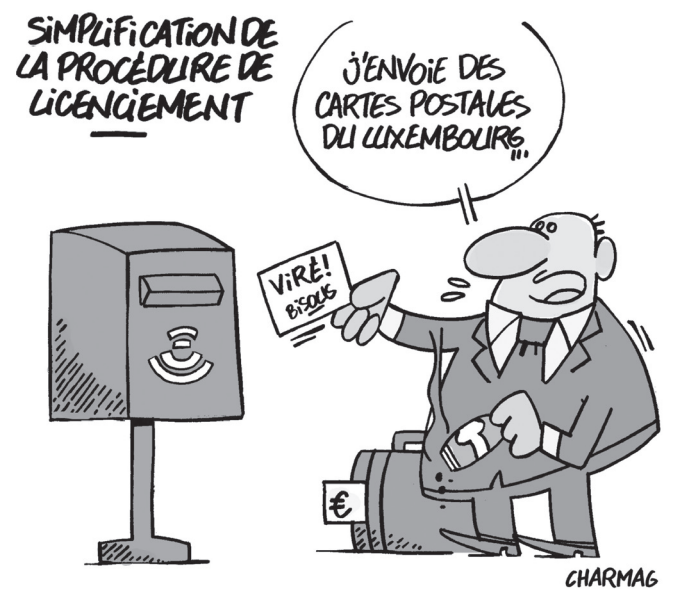
Pour la CGT Nokia, il est urgent au contraire que les signataires du PSE dénoncent le livre 1, ce qui donnerait le coup d'envoi d'une nouvelle mobilisation.

L'interdiction des licenciements n'est ni un miracle ni un mirage

Le mot d'ordre du NPA d'interdiction des licenciements, articulée à une réduction massive du temps de travail à salaire égal et à un retour à 60 ans comme âge de départ en retraite, est d'actualité. Et pour Nokia, la socialisation d'une entreprise qui vit confortablement de subventions et de marchés publics. Nationaliser Nokia ne serait qu'un juste retour économique, doublé d'un contrôle par les salariéEs eux et elles-mêmes sur l'entreprise.

Il restera à poser sur la table le modèle de développement industriel basé sur la 5G... Mais celui-là est un tout autre combat qui dépasse les seulEs salariéEs.

CorrespondantEs



CHARMAG

RENNES À la Prévalaye, résistance écologique et populaire !

La Prévalaye, site naturel à la lisière de Rennes, est un de ces rares endroits encore épargnés par la colonisation urbaine de la métropole : des zones humides et agricoles, des hameaux, des jardins familiaux... aujourd'hui menacés.

Loin du modèle urbain classique qui sépare la ville de la campagne par des périphéries ghettoisées puis par des zones industrielles, la coopération entre citadinEs et paysanEs y réinvente une organisation, aujourd'hui éteinte. Cela permet des initiatives de circuit-court et porte un fourmillement culturel très important : des festivals, de l'éduc' pop'... Le tout prend une signification très politique, où la culture populaire s'érige en rempart à la domination capitaliste. Ce petit morceau de nature qui fait de la résistance nous montre la force et la cohésion qu'engendre une prise en main collective de l'espace public.

Deux conceptions s'affrontent

Mais la Prévalaye est aujourd'hui directement menacée par la logique du profit. Alors que des aménagements urbains inutiles affectent déjà les écosystèmes, le cœur du problème est maintenant le projet d'extension du centre d'entraînement du Stade Rennais (football) qui empiéterait de 3,6 hectares sur les zones agricoles. L'on voit alors s'opposer une gestion collective populaire, qui fait évoluer l'espace en tenant compte des données écologiques, et une alliance entre la majorité municipale et la famille Pinault, propriétaire du Stade Rennais. Pour nourrir l'illusion démocratique, un « Comité de gestion de la Prévalaye » a été mis en place. En réalité, le projet est déjà entériné, et le comité ne pourra intervenir qu'à la toute fin du processus.

La Prévalaye, elle est à qui ?

Ni l'utilisation de matériaux écolos ni l'engagement de planter des arbres ailleurs n'empêcheront la destruction des sols et des écosystèmes. Cette écologie de compensation représente bien le capitalisme vert promu par EÉLV. Une vraie écologie c'est la confrontation directe des besoins humains et des dangers écologiques qui y sont liés, pour évoluer en coexistence avec la nature, et non pas compenser une catastrophe par des plantations ailleurs ! Les éluEs osent en outre avancer l'argument de la création d'une équipe féminine qui serait prétendument conditionnée par l'extension ! Le combat s'organise à la Prévalaye, qui est devenue le nouveau centre de la lutte écologiste à Rennes, fidèle à sa tradition culturelle populaire. Ainsi, une « Plantation Rébellion » a déjà permis de planter 500 arbres dans la zone menacée, et les militantEs tentent d'élargir le rapport de forces pour promouvoir une vision alternative qui résiste au foot-business...

CorrespondantEs

JEUNESSE Au travail ou à l'université : des jeunes en galère et en colère

Depuis quelques semaines, la situation des jeunes – et en particulier des étudiantEs – a fait la une des médias. De la détresse psychologique aux longues files d'attente devant les distributions de colis alimentaires, les jeunes paient le prix fort de la politique « sanitaire » du gouvernement au service des patrons.

Certes, la précarité des jeunes n'est pas une nouveauté : en 2017, sur 5 millions de pauvres en France, la moitié avait moins de 30 ans. Mais la crise sanitaire a eu des effets ravageurs chez les jeunes, d'autant que de nombreuses familles peinent de plus en plus à soutenir financièrement leurs enfants en raison de revenus amputés par la crise.

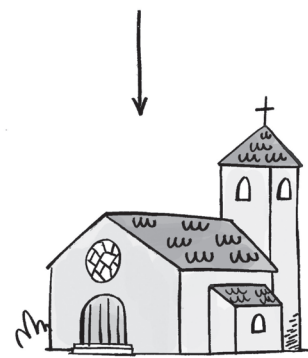
Jeunes exploités

Dernier embauché, premier viré ! Les jeunes travailleurEs ont été frappés de plein fouet par le chômage : alors qu'ils représentent un tiers des emplois des 18-24 ans, les contrats courts, l'intérim et les autres types de contrats précaires ont été les premiers touchés, notamment dans la restauration, la culture ou les services.

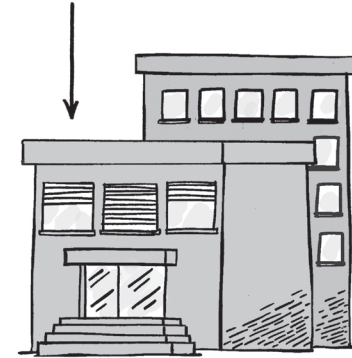
Après avoir répété qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du travail, Macron et son gouvernement ont lancé cet été le plan « Un jeune, une solution », qui devait garantir des emplois pour les 700 000 jeunes attendus sur le marché du travail en septembre 2020. Et quels emplois ! Des jobs précaires et mal payés, comme les 300 000 contrats d'insertion, ou les 100 000 services civiques supplémentaires (payés au mieux 688 euros/mois !), sans parler des exonérations fiscales (jusqu'à 4 000 euros) pour les patrons qui embauchent des moins de 25 ans et des apprentis.

Les promesses n'étaient donc pas mirobolantes et visaient surtout à subventionner les embauches par de l'argent public. Mais la vague de suppressions de postes qui gonfle depuis le printemps dernier a aggravé la crise, pendant que la montée du chômage fait pression sur les salaires et les conditions de travail. Souvent privés d'indemnités et de

LA NATION APPRENANTE
ÉGLISES OUVERTES



FACS FERMÉES



dispositifs d'activité partielle, les jeunes travailleurEs sont soumis à une exploitation patronale féroce (l'exemple typique étant la livraison à vélo) pour boucler les fins de mois.

Et même si les jeunes font la queue à la soupe populaire, pas question d'ouvrir des allocations ! Alors que l'État déverse des centaines de milliards aux entreprises à travers les plans de relance, il refuse d'octroyer le maigre RSA (564 euros, dont les APL) aux moins de 25 ans !

Au mieux, celles et ceux qui ne travaillent pas et ne suivent pas d'études (soit près d'un million de 16-25 ans) essaieront d'obtenir la « garantie jeunes » (497 euros mensuels) que le gouvernement a promis d'étendre à... 200 000 personnes, en 2021. Mais ce dispositif difficile d'accès écarte délibérément les salariéEs, les étudiantEs et les jeunes en formation. Pour eux, Bruno Le Maire propose un prêt de 10 000 euros à

taux zéro : le peu qu'ils donnent, il faudra leur rendre...

Pour éviter que les jeunes s'habituent à recevoir des allocations sans travailler (« l'assistanat », un privilège réservé aux actionnaires), le gouvernement préfère les former au « monde – du travail – d'après »... Au programme : chômage, galère et exploitation.

Étudiants abandonnés

La situation des étudiantEs n'est pas meilleure. Macron avait lâché à certains une petite prime de 200 euros en juin pour calmer la colère qui montait. Mais il a fallu 10 mois de crise sanitaire et un début de contestation pour forcer le gouvernement à agir, après avoir fermé les universités et abandonné les étudiantEs aux cours en ligne et à la dépression, dans l'attente d'un déconfinement qui tarde. 30 % des étudiantEs disent rencontrer des difficultés financières depuis le début de l'épidémie : car s'il faut faire une croix sur la fac et la vie sociale, il faut toujours se nourrir et payer le loyer !

Y compris au CROUS, l'organisme public rattaché au ministère de l'Enseignement supérieur, qui continue de prélever les loyers des logements exigus et parfois vétustes des cités universitaires.

Pas question pour l'État qui les gère de les suspendre : il faut payer ! Quitte à rogner sur les dépenses alimentaires...

À ce sujet, les annonces de la ministre Vidal sur les restos universitaires sont aussi tardives qu'insuffisantes. Certes, le 25 janvier, le tarif « boursier » a été étendu à touTEs les étudiantEs, faisant passer le coût du repas de 3,30 à 1 euro (une ristourne qui ne coûte pas grand-chose). Mais encore faut-il pouvoir se le procurer...

Malgré la réouverture en catastrophe de la plupart des restos U (souvent fermés depuis octobre), ils sont incapables de servir tout le monde. Pas assez de places et encore moins de personnel pour cuisiner, donc des quantités insuffisantes. Quant à la qualité des repas proposés... disons qu'elle est souvent à l'image de la politique du gouvernement à l'égard de la jeunesse.

Une politique d'ailleurs assumée par Vidal, qui a loué sur Twitter les sacrifices des étudiantEs et promis : « Le pays vous le rendra ». En attendant, il faut compter sur la banque alimentaire et les supermarchés qui font leur com' avec quelques promotions pour étudiantEs...

Quant aux « chèques psy » promis par Macron, leur nombre est aussi insuffisant que celui des étudiantEs autorisés à revenir dans les facs. Face à cette pandémie qui dure, au décrochage scolaire, à la privation de liens sociaux, la détresse psychologique des jeunes risque d'empirer et de s'ajouter aux difficultés matérielles.

À moins que la jeunesse ne se rebelle. Ce ne serait pas la première fois ! Espérons qu'elle fera au plus vite entendre ses exigences, qui ne sont pas si éloignées de celles du reste de la population. Au travail ou en formation, la précarité des jeunes n'est qu'un aspect de la paupérisation galopante qui touche une grande partie du salariat, ici et ailleurs. Le résultat d'une politique au service des patrons, qu'il faudra faire plier, pour que les travailleurEs et les jeunes cessent de payer la facture de la crise sanitaire.

Mathilda Nallot et Hugo Weil

SNCF (RÉGION PARISIENNE) -----

La lutte de classe est toujours sur rails

Gare Saint-Lazare à Paris. Entre cheminots on s'imagine à la sono, alertant les usagerEs : « Vous avez pris place à bord du cluster de 16 h 12 pour Rouen »... C'est de cela qu'il s'agit.

La région Normandie et la direction SNCF font rouler des trains au compte-gouttes pour raisons d'économie, avec des « trous » de quatre heures en journée pour Rouen et Évreux. Les voyageurEs sont donc allègrement transportés les unEs sur les autres. Le virus capitaliste sévit contre les usagerEs et les cheminotEs aussi, dont les

conditions de travail et les salaires font les frais. Non sans réactions, actuellement au stade de flammèches.

Attaques de la hiérarchie...

Les « réorganisations » et « suppressions de postes » continuent, même si la novlangue managériale évite de parler de licenciements. Mais priorité à la « productivité ».

l'Anticapitaliste
N°123 | FÉVRIER 2021 | 4,5 €
la revue mensuelle du NPA

CORONAVIRUS : UNE CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

REQUIÈRE ET PARTAGEZ LE TEMPS DE TRAVAIL : BIEN PLUS QU'UNE REVENDICATION !

ALGÉRIE : LE HIRAK, UNE INSURRECTION POPULAIRE PRÉLUDE À UNE RÉVOLUTION !

COMMUNE(S), DE QUENTIN DELUERMOS

l'Anticapitaliste la revue

Le n°123 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

CONTOURNEMENT DE ROUEN Comment aller droit dans le mur, le pied au plancher?

Présenté à la population comme un atout économique indispensable pour la région et une réponse aux difficultés de circulation, le projet de contournement de Rouen, vieux de cinquante ans, n'en finit pas de finir.

Né en 1972, époque où la France lardait le territoire « d'ouvrages d'art » (autoroutes, roclades, viaducs...) pour répondre aux impératifs de la production internationalisée des marchandises, de l'intensification du commerce mondial, de la concurrence éffrénée entre les pays et les territoires, ce projet est utile aux capitalistes pour relier les grands ports du nord (Rotterdam, Anvers...) au sud de l'Europe. Leurs relais locaux, élus, CCI, Préfet (État) et services ont caché cette réalité en nommant le projet « contournement de Rouen ». Mais il s'agit bien d'une autoroute.

Ceci n'est pas un contournement...

On parle en effet d'une autoroute de 41,5 km avec neuf viaducs, six échangeurs, des péages, dévastant plus de 500 hectares de terres agricoles, forêts, milieux naturels, déversant 50 000 tonnes de CO₂/an en plus, dans la région déjà la plus émettrice de France. Cette liaison autoroutière entre l'A28, au nord de Rouen, et l'A13 à Saint-Étienne-du-Rouvray

(76) et à Incarville (27) près de Louviers, a été portée par les partis de droite, mais aussi par le PS et le PCF (qui depuis ont bougé). Elle n'a jamais correspondu à la réalité locale : les flux de transits se font dans le sens est-ouest (Paris-Le Havre), rive gauche de la Seine où se trouvent le port de Rouen, les silos à grains, la zone industrielle. Elle ne fluidifiera pas les flux d'échanges internes à la métropole. Elle n'est pas non plus l'alternative aux déplacements de moins de 5 km – plus d'un million par jour – dont 45% se font en voitures, et seulement 10% en transports en commun.

Des oppositions vives et actives

En 50 ans, études, procédures administratives, enquêtes et débats publics, mais aussi recours juridiques se sont enchaînés. L'opposition au projet s'est construite sur trois décennies, mais depuis quelques années, un collectif (dont le NPA est membre) qui regroupe divers opposantEs, sur les deux départements, s'active à mener des actions de terrain, juridiques,



FM/76 ACTU

des réunions d'information, des rencontres avec des élus (maires, responsables politiques...) pour à la fois montrer la nocivité du projet et les alternatives qui existent (fret ferroviaire, fret sur la Seine, centre de distribution, plan de déplacement faisant la part belle à la marche et au vélo, développement massif des transports en commun...). Des premières victoires ont été acquises : quatre collectivités ont retiré leur financement dont le Conseil départemental de l'Eure et, le 8 février dernier, la Métropole de Rouen qui a annulé ses 66 millions de participation. Cette décision aurait dû mettre un point final au projet écocide et inutile. Les pro-autoroutes se sont déchaînés : sondage arrangé,

propos alarmistes et annonce par les présidents UDI du département 76 et de la région (H. Morin) de leur décision de compenser les 66 millions manquants.

Et maintenant ?

La balle est dans le camp de l'État ! Les opposantEs ne désarment pas. Communiqués divers, prises de position d'élusEs, rassemblement devant le conseil régional le 15 février, pour montrer le refus d'une partie de la population, des éluEs du PS et du PCF qui combattent maintenant le projet, dont le président de la métropole N. Mayer Rossignol (PS) et le député H. Wulfranc (PCF)... La lutte continue !

Commission nationale écologie

LA POSTE L'acharnement



NPA

L'État encore et toujours au service de la direction de La Poste.

Le 10 février, quelques dizaines de militantEs bravaient un froid polaire, devant le TGI de Paris, pour soutenir Brahim, Dalila, Gaël et

Mohamed. Ces quatre militantEs de Sud Poste 92 (et du NPA pour ce qui est de Gaël) ont été mis en examen et convoquéEs par une juge d'instruction, pour des faits remontant à... 2014. Il s'agissait d'une occupation du siège de La Poste, comme il y en a eu beaucoup, dans le cadre des conflits postaux dans les Hauts-de-Seine.

Celle-ci avait été un peu agitée, pas du fait des grévistes dont l'action était pacifique, mais des vigiles qui avaient perdu leurs nerfs et qui s'étaient montrés violents.

Qui sont les délinquants ?

Pendant cinq ans, La Poste n'a d'ailleurs pas cru bon de réagir. Les premières mises en examen sont tombées en avril 2019, en pleine grève des postierEs du 92, qui avait démarré un an auparavant. Coïncidence ? Nous ne croyons pas ! Ce coup de pression avait fait long feu puisqu'il n'avait pas entamé la détermination des grévistes. Pour autant, revancharde comme à son habitude, la direction de La Poste n'a pas retiré ses plaintes. Les griefs retenus sont proprement surréalistes : violation de domicile (les dirigeants prennent visiblement le siège pour leur résidence secondaire), dégradation, violence en réunion... Il s'agit, pour les patrons comme pour l'État, de transformer

en délinquantEs des militantEs qui luttent au côté de leurs collègues, face à des directions refusant d'entendre leurs revendications. En somme, un scénario identique à ce qui se passe à la RATP, à la SNCF ou encore dans l'Éducation nationale. Les délinquants existent pourtant bel et bien, mais c'est plutôt du côté du Conseil d'administration qu'il convient de chercher pour les trouver. La Poste a été condamnée pour prêt illicite de main-d'œuvre dans le secteur du colis. Ce qui n'empêche pas Philippe Wahl, son PDG, de répondre au député LFI Éric Coquerel, qui l'interrogeait sur le sujet le 3 février, qu'il assumait la généralisation de la sous-traitance au prétexte que la concurrence est « terrible ». Sa confiance en la justice – de classe ! – de son pays l'autorise certainement à se croire personnellement intouchable. Jusqu'à quand ?

Édouard Gautier

GONESSE Une ZAD contre la bétonisation des terres agricoles

Des légumes, pas du bitume !

Suite à l'annonce par la Société du Grand Paris (SGP) de la construction d'une gare en plein champ sur le Triangle de Gonesse (95), quelques dizaines de militantEs occupent les lieux depuis le 7 février, lançant ainsi la première ZAD d'Île-de-France. Cette gare, sur un site interdit à l'habitat du fait de sa proximité avec les aéroports de Roissy et du Bourget, amorcerait l'urbanisation de 248 hectares de terres agricoles parmi les plus fertiles d'Île-de-France. Retoqué en première instance pour des raisons environnementales, sociales et économiques, le plan local d'urbanisation a été validé en décembre dernier par la cour administrative de Versailles suite à l'appel des élus locaux, avec à leur tête Jean-Pierre Blazy, le maire PS de Gonesse.



NPA

Entêtement des élus locaux

Le Triangle de Gonesse avait échappé jusqu'alors à la bétonisation, le dernier projet en date, EuropaCity (un méga-centre commercial et de loisirs) ayant été abandonné par le gouvernement grâce aux mobilisations impulsées depuis dix ans par le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) ¹ avec le soutien d'associations environnementales et de partis (EELV, LFI, NPA, PCF). Par ailleurs, le gouvernement vient d'annoncer qu'il renonce à l'extension de l'aéroport de Roissy (même si à ce jour aucune garantie n'est apportée pour limiter le trafic aérien). L'abandon de ces deux projets pharaoniques rend encore plus absurde l'implantation d'une gare à 1,7 km des premières habitations. En effet, une des « justifications » avancées par ses promoteurs était l'afflux de voyageurs qu'ils étaient supposé générer. Mais l'entêtement des élus locaux et de la SGP leur aura donc permis d'obtenir le feu vert pour la création, dans un premier temps, d'une ZAC de 110 hectares d'entrepôts et de bureaux autour d'une gare sans habitantEs. Face à ces menaces, 300 personnes se sont rassemblées le 17 janvier et ont adopté le « Serment du Triangle » par lequel les signataires (près de 10 000 à ce jour) s'engagent à défendre les terres agricoles du Triangle de Gonesse. Avec la ZAD, c'est un pas supplémentaire de la mobilisation qui a été franchi, avec comme première exigence l'abandon du chantier de la gare. Alors que quelques pourcents seulement de l'alimentation de l'Île-de-France sont produits localement et qu'un projet alternatif agro-écologique existe (CARMA), que l'on sait l'urgence de rompre radicalement avec l'artificialisation galopante des sols (280 000 hectares perdus en 10 ans !) et l'agriculture industrielle, tant pour des raisons climatiques que pour la sauvegarde de la biodiversité, tous ces projets inutiles et dangereux doivent être abandonnés.

Correspondants NPA 95

1 – ouiauxterresdegonesse.fr

2 – sermentdutriangle.agirpourenvironnement.org

3 – camapaysdefrance.com

Le « management agressif » est partout : pressions pour le retour au travail de « cas contact » ; flicage accompagné de convocations et sanctions disciplinaires ; lutte anti-fraude (dite LAF dans le jargon) qui envoie les contrôleurEs au front contre les usagerEs en pleine pandémie. À la SNCF, seul le coronavirus voyage gratis ! Côté salaires, c'est la huitième année sans augmentation. Et le Covid a été – et reste – le prétexte à des baisses de rémunération, entre autres par le recours au chômage partiel qui s'accompagne de vol de repos et/ou de congés. La direction de la SNCF se flatte d'un accord récemment signé avec l'UNSA, la CFDT et SUD (la CGT a refusé), prolongeant de dix-huit mois le recours à ce chômage partiel. Les signataires parlent d'une sorte de régime de faveur, payé à 90% du salaire... sauf que c'est surtout tout bénéfice pour la SNCF

et que l'État et les patrons chercheront à reprendre cet argent – qui n'est pas magique – dans nos poches. Ceux qui ont raison, ce sont les militantEs qui s'efforcent sur le terrain de préparer les salariéEs aux combats nécessaires pour les salaires et l'emploi.

... et réactions

Des conducteurEs ont fait des journées de grève sur les secteurs de Paris Rive Gauche et Saint-Lazare (en décembre, puis janvier et février), contre une direction avide de gains sur leurs nouveaux roulements (ou organisation des journées de travail). Quelques satisfactions ont été données. Un réseau de conducteurEs déterminés s'est ainsi forgé, par-delà les étiquettes syndicales. Des conducteurEs de Saint-Lazare, aiguilleurEs de Paris-Est, agentEs de

maintenance des voies du RER à Paris Nord ont tenté des grèves de cinquante-neuf minutes à leurs prises de poste – certes minimales et qui permettent difficilement l'organisation collective des grévistes. Mais elles dénotent une ambiance qui est loin d'être à la résignation. Des commerciaux, principalement de la ligne C, se sont aussi rassemblés devant les bureaux de la direction. Des débrayages et assemblées générales ont lieu, également, dans des technicentres TGV, au Landy, à Châtillon, à Villeneuve-Saint-Georges. Toujours pour les salaires et les effectifs.

Des équipes – certes réduites – de cheminotEs se sont rendues sur les piquets de grève des raffineurs de Grandpuits. Animés eux aussi par le besoin d'une riposte collective.

CorrespondantEs



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Sans-papiers**Abakar doit être libéré et régularisé!**

Abakar Gassama, jeune Guinéen arrivé seul en France à l'âge de 14 ans et âgé aujourd'hui de 19 ans est au Centre de rétention de Metz depuis le 1^{er} février, malgré le soutien sans faille d'un collectif local réunissant des syndicats, des partis politiques (dont le NPA) et des associations sur le Nord Franche-Comté (Montbéliard et Belfort).

Alors qu'il avait demandé un titre de séjour à 18 ans, celui-ci a été refusé, ses papiers n'étant pas jugés « fiables » ; une obligation de quitter le territoire français lui a été remise, qui expirait fin février. Alors qu'il « pointait » à la gendarmerie trois fois par semaine, ce rythme était devenu quotidien après que le collectif Abakar a rendu sa situation publique. Il était systématiquement accompagné d'un membre du collectif, mais lors d'un changement d'horaire de pointage, où il était seul, il a été mis dans un fourgon et emmené de force au CRA de Metz le 1^{er} février. Le collectif a pris en charge les frais d'avocat, mais la décision de rétention a été confirmée par le juge ; une demande de statut de réfugié est en cours et va être jugée rapidement. Une pétition de soutien a recueilli près de 20 000 signatures¹.

Une situation hélas courante

Un parrainage républicain a eu lieu ce samedi 13 février à Audincourt, où, dans le cadre de sa scolarité, il faisait un stage ; titulaire d'un CAP en cuisine, il a une promesse d'embauche dans un restaurant. De nombreux élus et porte-parole de partis lui ont apporté leur soutien, dont notre camarade Olivier Besancenot qui a demandé sa libération et sa régularisation dans une vidéo. La situation d'Abakar est hélas courante, tant les préfetures mettent en cause les preuves d'identité de ces jeunes mineurEs non accompagnés que les départements doivent accueillir à leur arrivée en France par le biais de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Ils et elles se retrouvent démunis de tout à la majorité, l'ASE ne respectant pas son obligation de leur fournir des contrats jeunes majeurs qui leur permettraient de continuer à se former et à s'intégrer. Soit ils passent dans la clandestinité, soit essayent de s'en sortir légalement mais sont refoulés.

Le nombre de mineurEs guinéens en France ne cesse d'augmenter alors que paradoxalement la situation économique du pays tend à s'améliorer, mais pour une minorité seulement. Le sous-sol est riche en bauxite, or, diamant, zinc, cobalt, nickel, uranium mais les marchés ont tous été passés avec des entreprises étrangères (dont la France) et la corruption règne. Un régime dictatorial est dirigé par Alpha Condé depuis 2009 ; des élections controversées ont eu lieu en 2020 et la pandémie a permis fort à propos de museler la contestation existante. Les jeunes GuinéenEs n'attendent plus d'évolution vers plus de démocratie et prennent le chemin de l'exil, quitte à en payer un prix très fort. Le collectif continue à se battre et à alerter les pouvoirs publics, dont le ministre de l'Intérieur, pour dénoncer l'aberration de la politique migratoire actuelle, basée sur la suspicion et les refus systématiques de régularisation.

Correspondante

1 - <http://chng.it/zpXzhZnMn8>

Gironde**Évacuation du squat de la zone libre de Cenon : 300 personnes jetées à la rue!**

Jeudi 11 février à 6 h, la préfète de Gironde Fabienne Buccio a fait donner les forces de police pour expulser le squat de la zone libre de Cenon.

Un lieu de vie s'était organisé depuis novembre 2019 dans cet ancien Ehpad, collectif, autogéré, soutenu par des associations et des bénévoles. La préfète, connue pour ses faits d'armes contre les migrantEs, en particulier le démantèlement de la « jungle » de Calais, remet ces familles à la rue en pleine trêve hivernale, avec la crise du covid, le couvre-feu et dans le froid. La préfète a fait procéder à l'évacuation en l'absence de toute urgence de logement prévue par la loi, piétinant les procédures légales d'expulsion : pas de procès-verbaux d'expulsion, expulsion de chaque logement par les flics avant toute intervention de l'huissier...

Mensonges et violence de la préfeture

300 personnes avec et sans papiers, dont 110 enfants, ont été expulsées sans solution de logement pérenne. Quelques propositions de nuits d'hôtel, à Bordeaux, Angoulême, Limoges ou Guéret ont été faites à des familles qui, pour la plupart, travaillent à Bordeaux, y sont soignées, ont des enfants scolarisés et sont investies dans des parcours d'insertion. Sous prétexte de procéder à l'examen de leur situation, on éloigne



et on disperse les familles ? Une véritable provocation alors que, depuis des mois, la préfète refuse tout dialogue. Aucune enquête sociale n'a eu lieu, malgré ses promesses qui remontent à juillet dernier, arrachées sous la pression de la mobilisation. La présence de la PAF, la police de l'air et des frontières, attestait clairement de l'exécution de la politique raciste et xénophobe de l'État : la traque des migrantEs. Beaucoup ont refusé de monter dans les neuf bus affrétés malgré les pressions et le nombre démesuré de forces de police pour imposer l'embarquement des bagages et des personnes. Les mensonges de la préfeture sur les propositions d'hébergement ont piégé des familles qui, après avoir constaté sur place ce qui les

attendait réellement, sont revenues ou cherchent à revenir à Bordeaux.

Expulsion indigne et révoltante

Plus de 200 soutiens étaient présents dès 6 heures, militants associatifs, politiques, syndicalistes, dont de nombreux et nombreuses militantEs du NPA. La contestation de cet acte ignoble, de la violence de l'État, a valu aux militantEs présents d'être gazés et il y a eu deux interpellations. Une cinquantaine de familles et leurs soutiens se sont ensuite rendus au centre de Bordeaux pour chercher refuge dans la cathédrale Saint-André, dont l'évêque a refusé l'entrée aux familles et aux enfants. La mairie de Bordeaux n'a pu faire moins qu'ouvrir en urgence une salle pour la journée... mais pas pour la

nuit. 22000 logements sont inoccupés sur la métropole bordelaise, qui peuvent être réquisitionnés sur le champ!

Cette expulsion est indigne et révoltante. Elle s'inscrit dans la surenchère démagogique réactionnaire et xénophobe du gouvernement avec l'extrême droite, que la préfète a mis un zèle particulier à appliquer. Elle s'inscrit dans sa politique de guerre contre les classes populaires, les plus pauvres et les sans-abris. Une importante mobilisation s'organise pour qu'aucune famille ne soit laissée pour compte et la lutte continue pour des solutions pérennes de vie, de logement, de scolarité, et pour des papiers pour toutes et tous, la liberté de circulation et d'installation.

Christine Héraud (élu NPA à Cenon)

Toulouse**Troupes françaises hors du Sahel et d'Afrique!**

Un rassemblement a été organisé à Toulouse, samedi 13 février, à la veille du sommet Macron - G5 Sahel à N'Djamena.

Depuis 2013, les troupes françaises ont été envoyées au Sahel dans l'opération « Serval » puis « Barkhane » (pour atteindre 5 100 soldats aujourd'hui) dans le but affiché de « combattre le terrorisme ». Mais après la mort de cinq soldats français en décembre, puis après une attaque française début janvier à proximité du village de Bounti au centre du Mali qui a tué 19 personnes réunies pour un mariage, une manifestation a eu lieu à Bamako pour dénoncer la présence de l'armée française dans le pays.

Dénoncer l'impérialisme français

La justification de la lutte contre le terrorisme ne semble plus suffisante pour empêcher au Mali, au Burkina Faso et ailleurs la contestation des populations qui commencent à réclamer le départ des troupes françaises.



Pour faire écho à ces voix à la veille du sommet Macron - G5 Sahel à N'Djamena, samedi 13 février à Toulouse un rassemblement d'une centaine de personnes a eu lieu autour du mot d'ordre « *Dehors les troupes françaises du Sahel et d'Afrique!* » Ce rassemblement était à l'initiative d'une dizaine d'organisations (associations, partis politiques, syndicats) dont le NPA. Il est le premier moment « conséquent » depuis longtemps

sur la question de l'impérialisme français dans la ville.

Les organisations rassemblées ont dénoncé l'intervention militaire de la France au Sahel en particulier et plus généralement l'impérialisme français sur le continent. Car sous couvert de lutte contre le terrorisme c'est bien l'intérêt de ses multinationales que l'État français souhaite protéger. Dans le même temps, le gouvernement français et l'Union européenne poursuivent

leurs « accords » pour conditionner les aides au développement de certains pays du continent africain à la mise en place, dans ces pays de départ, d'une restriction des migrations.

Après ce rassemblement nous espérons pouvoir participer à une intervention dans la durée pour continuer à dénoncer l'impérialisme français, au Sahel, en Afrique et ailleurs!

Correspondant

Mémoires

Cette réédition d'une partie des mémoires de l'avocate récemment décédée, totalement engagée dans les combats progressistes frappe paradoxalement par les pas en avant arrachés par ces combats, mais aussi par leur douloureuse actualité et l'enjeu de les poursuivre. Ce petit livre est aussi une pique de rappel : les combats collectifs se construisent à travers des choix individuels et la capacité de chacunE de trouver la place où elle, il peut être utile.

«Avocate» et pas avocat

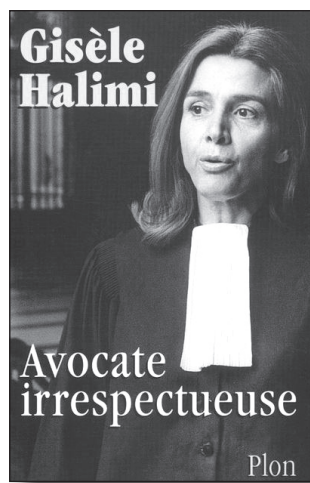
Devenir avocate en 1949, c'était d'abord prêter un serment qui ferait rêver Darmanin et les rédacteurs de toutes les lois sécuritaires et autoritaires : «*Je jure de ne rien dire ou publier, comme défenseur ou conseil, de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'État et de la paix publique, et de ne jamais m'écarter du respect dû au Tribunal et aux autorités publiques*» (décret du 20 juin 1920). On peut dire que Gisèle Halimi s'est évertuée à contrevvenir à chacun de ces termes, et à l'assumer jusqu'à proposer la loi qui a modifié ce serment en 1982 : «*Je jure, comme avocat, d'exercer la défense et le conseil avec dignité, conscience, indépendance et humanité*». C'était le résultat d'un combat déclenché par la conscience aigüe et de plus en plus confortée par sa pratique qu'être reconnue comme avocate n'était possible qu'en refusant d'être un avocat soumis aux règles d'une justice de classe.

Avocate anticolonialiste

Elle revient sur sa confrontation immédiate avec l'État colonialiste et la

Avocate irrespectueuse, de Gisèle Halimi

Plon (poche), 280 pages, 9 euros.



société coloniale : une de ses premières affaires en tant que stagiaire commise d'office devant le tribunal militaire de Tunis s'est soldée par un échec cinglant : six mois de prison pour un légionnaire qui avait volé... trois kilos de patates données à une famille tunisienne ! De quoi ébranler une vocation, ou la renforcer. Les années qui ont suivi ont évidemment été celles de l'engagement dans la défense des militants et des militantes du FLN. Trouver des espaces pour tenter de sauver les têtes des militants face à un État dans lequel les députés ont par le vote des pouvoirs spéciaux en juin 1956 «*organisé la démission de l'autorité civile en faveur des militaires*», donc suspendu toute règle de droit pour la population algérienne livrée aux violences de l'armée française et à l'usage systémique de la torture. Avec

ce que cela signifie comme dérive. Elle raconte ainsi une rencontre avec R. Lacoste, ministre résident socialiste auquel elle amenait un dossier prouvant la torture de militants : «*Ce sont des serpents, asséna-t-il tout rouge, des serpents tous ces terroristes, je les écraserai comme des serpents...*»

Le combat aussi contre la situation particulière faite aux militantes du FLN, systématiquement violées, en accompagnant ces femmes dans le cheminement qui paraissait tellement insurmontable de la dénonciation du viol et de ses enjeux spécifiques. Elle relate également son expérience moins connue d'avocate de militantEs d'extrême gauche coopérantEs au Congo en 1973. Pas facile la défense des maoïstes confrontés au jeune appareil d'État «socialiste» du Congo...

Avocate féministe

En rappelant les pesanteurs et les contraintes de l'Ordre des avocats, rempart des bonnes mœurs d'une société patriarcale, elle laisse entrevoir ce que représentait l'engagement dans le procès de Bobigny pour la défense du droit à l'avortement ou dans celui d'Aix-en-Provence pour la reconnaissance du viol comme crime : l'enfreinte de la sacro-sainte règle de ne «*jamais s'identifier à celui que vous défendez, ne jamais supprimer le recul nécessaire entre la "cause" et vous*». Elle avait en effet déclaré à Bobigny : «*Je ressens avec plénitude un parfait accord entre mon métier qui est de*

plaider, qui est de défendre, et ma condition de femme». Et surtout elle se livre pour la première fois sur une de ses premières affaires de défense d'une femme, Maria, victime de violences conjugales qu'elle avait occultées, véritable concentré tragique de la non-reconnaissance de cette violence meurtrière du patriarcat. En fermant ce livre, on se dit que la proposition de Benjamin Stora d'une panthéonisation de Gisèle Halimi n'est vraiment pas gagnée. Et s'il y avait, ce serait une véritable escroquerie intellectuelle aux antipodes de l'engagement d'une vie.

Cathy Billard

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

Roman

Traverser la nuit, d'Hervé Le Corre

Rivages/Noir, 320 pages, 20,50 euros.

Professeur de lettres désormais à la retraite, Hervé Le Corre écrit des livres depuis des années. Solidaire, il avait rédigé une nouvelle pour le livre *Ford Blanquefort - Même pas mort* (2018, Libertalia) éditée en soutien à la lutte contre la fermeture de l'usine (laquelle depuis a fermé).

Tout est vraiment noir

La spécialité d'Hervé, c'est le roman noir. Son précédent, paru il y a deux ans, *Dans l'ombre du brasier*, situait l'histoire au moment de la Commune de Paris, en mai 1871, avec un policier à la recherche d'un meurtrier en série, au moment terrible où les communards se défendent désespérément contre l'armée versaillaise du bientôt massacrer Thiers.

C'est en janvier qu'est paru *Traverser la nuit*, son dernier livre. Un roman qui se déroule cette fois à Bordeaux, dans les temps actuels, toutefois avant la crise sanitaire, les confinements et les masques.

Louise, une jeune femme, qui vit seule avec son gamin, travaille comme aide à domicile, confrontée quotidiennement à la solitude et à la maladie des personnes âgées. Mais surtout elle vit sous la menace psychologique et physique, permanente, de son ancien compagnon qui la frappe et la terrorise. Entre peur et honte, elle ne sait pas comment s'en sortir. Elle n'est pas complètement seule, elle a une amie, Naïma, qui la soutient mais cela ne suffit pas à éloigner le danger. Dans le même temps, un homme solitaire, Christian, ancien

militaire, inquiétant, qui semble bien abîmé psychologiquement, agresse et tue des femmes. Alors la police mène l'enquête et c'est Jourdan, un commissaire qui paraît lui aussi un peu seul, qui n'a pas non plus le moral, fragilisé, écoeuré ou plutôt désespéré. Noir c'est noir, l'auteur ne triche pas, tout est vraiment noir.

Une noirceur qui nous secoue et nous bouleverse

Nous voilà donc entraînés dans une violence omniprésente, avec des personnages et des vies en souffrance, une humanité finalement bien abîmée. Et tout cela dans un monde globalement brutal. Car l'auteur fait régulièrement allusion aux problèmes de la société : violences policières,

luttés sociales comme dans la santé ou avec le mouvement des Gilets jaunes, l'actualité internationale avec les guerres ou les régimes dictatoriaux... Bon d'accord, c'est une lecture qui pourrait ne pas donner ou redonner le moral. Mais paradoxalement peut-être, cette noirceur qui nous secoue et nous bouleverse, provoque aussi comme un effet secondaire, un refus et une révolte contre un monde misérable. Nous nous attachons à Louise bien sûr, au policier aussi qui galère sévère, on voudrait qu'elle ou il ne se résigne pas, qu'elle ou il résiste, qu'elle et il s'entraident, se battent ensemble. Car l'issue ne peut se trouver que dans la lutte pour la survie, pour la vie, pas seul contre tous mais dans la solidarité.



Ce n'est peut-être pas la morale de l'histoire (si elle en a une) mais ce livre est finalement bien taillé pour nos longues soirées d'hiver sous couverte. Histoire de ne pas sombrer et de relativiser en nous sortant de devant la télé avec ses chaînes d'info-intox en continu.

Philippe Poutou

Musique

La Commune en dubbant

Communardes Communards, de Dubamix, feat Marina P + Nada + Drowning dog + L'Inconsolable + Daman + MaNTiS + Mal Élevé + Gé (LaTwal/Cartouche/Kochise) + Joke + Fred Alpi. Sortie le 18 mars 2021.

«*Les friqués ont flippé face à la grande revanche des humiliés. Ils n'ont pas su anticiper. Gardons en nous la mémoire des fusillés. Car la commune est vivante dans nos quartiers, nos cœurs, nos ZADs et nos aigreurs. Que crève le vieux monde et sa laideur Quand est-ce qu'on crame le Sacré-Cœur ?*»

(*Communardes Communards*, musique d'après Versailles de Jean Édouard, 1971)

La musique participe aussi aux célébrations qui entourent les 150 ans de la Commune de Paris. Le 18 mars, Dubamix sortira ainsi le mini-album *Communardes Communards*.

«Non la Commune n'est pas morte»

Dubamix est un groupe engagé, aux convictions anticapitalistes, libertaires, antifascistes, qui entremêle dub, reggae,

électro, extraits de manifestations ou encore de meetings depuis 2003. «*Les samples et les instruments acoustiques dialoguent*», écrivent-ils, et c'est bien là l'originalité d'une démarche musicale qui mélange saxo, rythmiques électroniques, samples et chanteurs de divers horizons pour exalter la révolte et distiller les idéaux révolutionnaires. Greg (composition, sax, samples, production) et Sophie (réalisation artistique, samples) entendent ainsi «*briser les frontières musicales et géographiques*» avec des «*rythmiques puissantes*» : klezmer, oud arabe, tzigane, soul, chansons françaises...

Rien d'étonnant donc à ce que Dubamix, s'inscrivant pleinement dans les luttes

sociales du mouvement ouvrier par ses albums et les nombreux concerts de soutien auxquels ils ont participé, célèbre l'anniversaire de la Commune de Paris. Composé de quatre titres mêlant reprises (J-B. Clément, E. Pottier, E. Châtelain notamment) et nouvelles créations, les nombreux invités clament que «*Non la Commune n'est pas morte*» et que ses réalisations continuent de nous inspirer. L'album est accompagné d'un livret soigné, avec une bibliographie sur la Commune.

Correspondant

Téléchargement gratuit; vinyle (12 euros); CD boîtier carton (5 euros); Vinyle + CD (15 euros). Informations et préventes: www.dubamix.net

Cours en ligne

«Elles font l'art»

MOOC. Centre Georges Pompidou:

<https://www.centrepompidou.fr/fr/programme/agenda/evenement/FpTMzRk>



Elles font l'art : constitué de vidéos, de quiz et d'activités. consacré aux femmes artistes de 1900 à nos jours, un cours en ligne gratuit, ouvert à touTEs.

MOOC: pour le pire... et le meilleur!

Massive Open Online Cours = MOOC. On dit un mok, et ça veut dire cours en ligne. Avant la pandémie, on s'inquiétait pas mal de l'usage dévastateur que pourraient avoir les MOOC sur la formation et sur l'université. Et puis, voilà la Covid qui nous impose de rester chez soi, et de sombrer dans le distanciel! Alors, ne boudons pas notre plaisir, dépassons la petite réserve que nous inspire l'injonction à être connecté, tâchons d'oublier toutes les circonstances dans lesquelles nous la subissons, et entrons de plain-pied dans la culture numérique... pour la bonne cause!

«Elles font l'art»!

Parce qu'il s'agit bien d'une bonne cause. Là encore, il nous faut dépasser le ton légèrement convenu du discours avec lequel le centre Georges Pompidou nous présente sa thèse : les femmes, dans l'art, ont été – sont encore – largement rendues invisibles... Mais elles sont là, et bien là. «*Plasticiennes, peintres, photographes, vidéastes ou performeuses de toutes nationalités, elles ont fait ou font encore l'art des 20^e et 21^e siècles*». L'ambition du Centre Pompidou est alors d'inviter à la découverte d'une «*autre histoire de l'art moderne et contemporain dédiée aux créatrices*». Cette histoire au féminin conduite par des guides de haut vol, également au féminin, nous accompagne au travers des œuvres de femmes des 20^e et 21^e siècles, parmi lesquelles les lecteurEs de *L'Anticapitaliste* retrouveront avec plaisir quelques connaissances, dont Frida Khalo.

Pénélope Bagieu

Les illustrations «de l'intérieur», de la main de Pénélope Bagieu – à la fois protagoniste de cette histoire et autrice du MOOC – apportent une touche de gaieté et un soupçon de peps. Le recours à la vidéo rend le cours particulièrement vivant, notamment celle de Linda Nochlin, enseignante et chercheuse étatsunienne en histoire de l'art (1931-2017), féministe réjouissante et percutante qui plante le décor du cours. La variété des supports, la grande qualité des intervenantes, la somme impressionnante de documents destinés à «aller plus loin», font de ce MOOC un objet qui saura satisfaire tous les publics, averti ou non des choses de l'art...

«Elles font l'abstraction»!

Dans la droite ligne de *Elles font l'art*, une nouvelle exposition, *Elles font l'abstraction*, proposera au printemps 2021 une histoire de l'abstraction depuis le 19^e siècle, articulant les apports spécifiques des femmes à ce nouveau langage, dont le MOOC est présenté comme une introduction pertinente.

Vincent Gibelin

Poutine contre Navalny

Pour comprendre la signification de la montée du dissident Alexei Navalny pour la Russie, il faut avoir une certaine idée de la nature du régime politique.

Le régime russe est de type « bonapartiste », où l'administration étatique, et la proximité avec cette administration, sont les principales sources d'accumulation¹. Par conséquent, la pérennité au pouvoir de cette administration est l'intérêt central de l'État, et la corruption se trouve dans son cœur². Au départ, cette centralisation autoritaire de la Russie post-soviétique avait été reçue avec enthousiasme par les États-Unis et ses alliés-subalternes. Mais au fil du temps, le régime relooké autour de Vladimir Poutine est devenu aux yeux de Washington trop indépendant et trop menaçant, ce qui explique une bonne partie des conflits en cours. Le régime russe actuel peut être qualifié de « dictature douce ». Il tolère les libertés civiles (bien plus que l'ancien régime soviétique qui les avait reniés au moment de la contre-révolution stalinienne), mais seulement dans la mesure où elles ne posent pas ce que l'appareil du pouvoir considère comme une menace. Depuis quelques années, la marge de tolérance s'est rétrécie progressivement, au point où on ne tolère plus le piquetage [grève avec piquet] à une seule personne ! Les grèves légales sont pratiquement impossibles.

La bataille d'Alexei Navalny

Le principal objectif de l'activité politique de Navalny est de confronter la corruption officielle, à la fois économique (prédations et détournement de fonds) et politique (élections falsifiées, médias manipulés, etc.). Le dissident est connu pour convoquer des manifestations déclarées illégales, où on retrouve des dizaines de milliers de personnes, ce que le régime considère comme une sérieuse menace. Par conséquent, Navalny a fait l'objet de nombreuses poursuites pénales (l'empêchant, entre autres, de se présenter aux élections présidentielles), sans compter la tentative d'assassinat presque réussie d'août dernier. Pour la plupart des Russes, c'était bel et bien l'appareil de Poutine qui était derrière cet acte criminel pour laquelle le régime n'a même pas encore ouvert d'enquête pénale. Tout en mettant l'accent sur le grave problème de la corruption endémique du régime, le dissident a également abordé des revendications socio-économiques, comme par exemple, de meilleurs salaires, des retraites plus élevées, une fiscalité progressive. Il a également créé une sorte de mouvement syndical virtuel de travailleurs et de travailleuses du secteur public en réponse à la promesse non tenue du gouvernement d'augmenter leurs salaires. Certains membres de la gauche russe, qui reste assez faible, trouvent que ce tournant social de Navalny est positif. Il n'en reste pas moins que son principal message reste la corruption endémique de l'État, un message qui trouve clairement une résonance dans une société si profondément inégale et globalement relativement pauvre.



Un projet libéral

L'accent mis sur la corruption s'explique par le fait que Navalny est un libéral, qui manifeste également un certain penchant nationaliste ethnique-russe (ici on dirait « raciste »), qu'il a cependant mis de côté ces derniers temps. Dans les années 1990 après avoir complété sa formation universitaire en droit et en finance, Navalny œuvrait pour des entreprises privées qui profitaient de la « thérapie de choc » aspirant à transformer la Russie en une sorte de Wild West capitaliste. Il était également partisan du Parti libéral Yabloko, dont il a été expulsé (en 2007) pour ses penchants racistes autour d'un éphémère mouvement « Narod » (peuple), dédié à la défense du « nationalisme démocratique », ce qui voulait surtout dire la défense des droits des Russes « de souche ». En 2010, Navalny a lancé un site Internet anti-corruption (« Ros-Pil ») dédié à la dénonciation de la corruption gouvernementale, et qui est devenu rapidement très populaire. En 2011, Navalny qualifiait le parti de Poutine dans la Douma (le parlement) de « parti de voleurs et d'escrocs », une étiquette qui a fait fureur à travers la Russie. Sa notoriété publique s'est accrue grâce à son rôle dans le mouvement de protestation de 2011-2012, contre la falsification des élections parlementaires et le retour de Poutine à la présidence³. En 2011, Navalny a créé sa Fondation pour la lutte contre la corruption. Lors des élections régionales de 2019, il a promu la tactique du « vote intelligent », en proposant aux électeurs antigouvernementaux de concentrer leur vote sur le seul candidat ou la seule candidate qui n'était pas membre du parti au pouvoir et qui avait les meilleures chances de gagner. Cette tactique a eu un certain succès.

Surfer sur la vague populiste

Navalny et son mouvement sont un autre exemple du phénomène populiste qui s'est répandu ces dernières années à travers le monde. Ses partisans et partisans sont une masse largement atomisée. Son mouvement s'appuie surtout sur les réseaux sociaux (plus de six millions d'abonnés YouTube). Ce mouvement de protestation n'a ni programme cohérent, notamment par rapport à ce qui importe aux couches ouvrières et populaires. On ne peut pas dire non plus qu'il a une véritable stratégie. Sa dernière sortie dans les médias juste

avant son arrestation à son retour en Russie⁴ été vue par des millions de personnes. Mais il n'offre guère une analyse visant à favoriser un mouvement de citoyens et de citoyennes politiquement conscients. Le sujet de sa fameuse vidéo est un complexe palatial sur la côte de la mer Noire qui aurait coûté plus d'un milliard de dollars américains et, qui selon ses dires appartient à Poutine, qu'il présente de manière simpliste comme un homme animé par une soif écrasante de richesse personnelle et de luxe.

À la recherche d'une alternative

Aux yeux de la majorité de la population russe, le courage, la ténacité et la compétence tactique de Navalny ne sont pas mis en doute. Mais on ne le voit généralement pas comme une alternative crédible. Les Russes sont loin d'aimer le régime actuel. Mais d'une manière traditionnelle qui a ses racines dans la mémoire historique, la population craint ce qui pourrait le remplacer. D'autant plus qu'il n'est pas difficile en regardant un peu de constater les tristes résultats des « révolutions de couleur » dans l'ancien espace soviétique, l'Ukraine étant un bon exemple de ce qui peut arriver après un tel changement de régime. La participation de la jeune génération a été notable dans les manifestations de ces dernières années, même si l'appareil du pouvoir a signalé

aux étudiants et étudiantes qu'on se « souviendrait » d'eux. Mais les Russes plus âgés sont soucieux de ne pas revenir aux « sauvages » années 1990, lorsque l'Union soviétique s'est disloquée (ce qui était en réalité une autre « révolution de couleur »). L'ambiguïté de l'opinion publique provient également du fait que l'arrivée de Poutine au pouvoir a coïncidé avec une reprise économique après une dépression très profonde et prolongée. Sous Poutine également, la Russie a réaffirmé son indépendance sur la scène internationale ou en renversant la dérive de l'État vers la balkanisation. Ces facteurs jouent encore en faveur de Poutine, alors que son régime fait tout ce qu'il peut pour empêcher qu'une alternative crédible puisse émerger.

David Mandel

1 – Le « bonapartisme » entres autres conceptualisé par Marx évoque les régimes autoritaires construits autour de « personnalités » de grande stature (comme Napoléon Bonaparte) qui exercent le pouvoir au-delà des intérêts des grands groupes sociaux. On a là des pouvoirs autoritaires très centrés sur une personne ou un groupe restreint.

2 – On se souvient que la Constitution de la Russie a été amendée pour permettre une éventuelle présidence de Poutine jusqu'en 2035.

3 – Après son premier mandat de quatre ans à la présidence, Poutine est resté au pouvoir en tant que Premier ministre. Après cette période, il avait le droit de se représenter à la présidence

4 – Il était en Allemagne pour des traitements contre l'empoisonnement résultant d'une manœuvre des appareils de sécurité russes.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

UNIVERSITÉS : LE RETOUR DU MACCARTHYSME.

Sur le plateau de Jean-Pierre Elkabbach dimanche 14 février, la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a fustigé, dans un flou le plus total et pendant 4 minutes 30 secondes, des chercheurs et chercheuses soupçonnés d'islamogauchisme et a annoncé la commande au CNRS d'une enquête « sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer de ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève de la recherche militante et de l'opinion. » L'entame du sujet annonçait déjà la couleur : « Moi, je pense que l'islamogauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable et fait partie de la société » affirme Frédérique Vidal.

Puis la ministre de la Recherche continue tout de go, sans s'appuyer sur aucune étude scientifique ni même quoi que ce soit qui pourrait prouver ce qu'elle dit : « Ce qu'on observe à l'université, c'est que des gens peuvent utiliser leurs titres et l'aura qu'ils ont. Ils sont minoritaires et certains le font pour porter des idées radicales ou des idées militantes de l'islamogauchisme en regardant toujours tout par le prisme de leur volonté de diviser, de fracturer, de désigner l'ennemi, etc. » [...]

Et ce n'est pas fini. Jean-Pierre Elkabbach, avec l'aplomb que chacun lui connaît depuis des décennies, affirme tranquillement, toujours sans aucune démarche scientifique : « Il y a une sorte d'alliance, si je puis dire, entre Mao Zedong et l'Ayatollah Khomeini... »

Loïn d'être choquée par une telle comparaison, Frédérique Vidal acquiesce avec un sourire : « Mais vous avez raison. Mais c'est bien pour ça qu'à chaque fois qu'un incident se produit, il est sanctionné, à chaque fois que quelque chose est empêché, c'est reprogrammé mais je crois que l'immense majorité des universitaires sont conscients de cela et luttent contre cela. »

C'est dans ce contexte là, que la ministre déclare : « On ne peut pas interdire toute approche critique à l'université. Moi c'est ça que je vais éditorialement défendre et c'est pour ça que je vais demander notamment au CNRS de faire une enquête sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer de ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion. »

Martin Clavey, « Frédérique Vidal annonce vouloir demander une enquête au CNRS sur l'islamogauchisme à l'université », soundofscience.fr, 15 février 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Promotion d'essai		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org